

Aujourd'hui la Turquie

Istanbul - Paris - Ankara - Genève - Izmir - Bruxelles - Antalya - Montréal

3 YTL - 1,70 euro

www.aujourdhuiturquie.com

N° ISSN : 1305-6476

Le journal francophone de la Turquie - numéro 24, Avril 2007

Un accès facile vers le monde entier: **GeoPostYurtiçi...**

GeoPost
yurtiçikargo

444 99 99
www.geopostyurtici.com.tr

DPD

Europe



Hubert Védrine

L'ancien ministre des Affaires étrangères analyse les différentes propositions de relance de la construction européenne.

Page 8

Études commerciales



Ateş Vuran

Président de l'Université de commerce d'Istanbul, il présente cette université d'affaires bâtie sur le même modèle que des « Grandes Écoles » ...

Page 7

Instants immortalisés



Gökşin Sipahioğlu

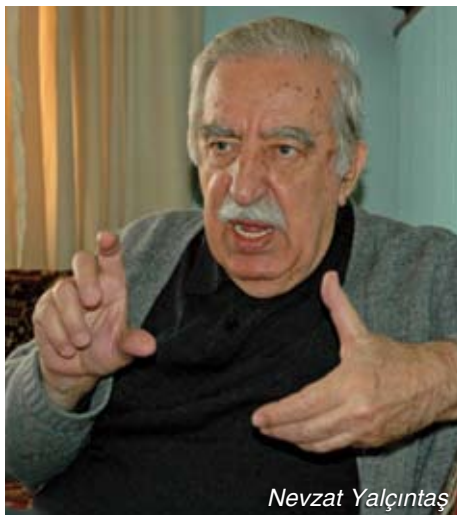
L'une des grandes figures du photojournalisme et fondateur de l'agence de photo SIPA. Il parle de l'impératif de constituer un lobby pro-turc formé de Turcs mais aussi de...

Page 10

États-Unis, Russie, UE, Kerkouk, France au cœur des politiques extérieures turques

Les relations avec les États-Unis sont aujourd'hui au niveau souhaité et nous devons suivre une politique multidirectionnelle d'après la formation de nouvelles dynamiques.

Le député AKP d'Istanbul Nevzat Yalçintas nous a accueillis afin de faire le point sur les relations internationales de la Turquie. Russie, Kerkouk, Chypre, France, UE... Il a partagé avec nous ses observations, ses craintes et ses pronostics.



Nevzat Yalçintas

Avec les récentes évolutions, pouvez-vous nous dire où en est la politique extérieure ?

La politique extérieure de la Turquie a connu, ces 80 dernières années, l'une des phases les plus mouvementées de sa vie. La Turquie avait une politique constante jusqu'à la fin de la guerre froide. Elle était entrée dans l'OTAN pour faire face au Pacte de Varsovie. Elle défendait l'aile Sud-Est de l'OTAN avec la Grèce et l'Italie et elle possédait une puissance militaire qui empêchait l'infiltration des Soviétiques. Mais

lorsque le Pacte de Varsovie a été dissous, le pays a dû suivre une politique extérieure à plusieurs directions : la Turquie a renforcé d'un côté ses relations avec les autres pays musulmans en adhérant à la Conférence pour le développement des pays d'Islam. D'un autre côté, l'Asie centrale a gagné une toute autre importance. L'Amé-

rique a commencé à suivre une politique qui a succédé aux principes de la politique colonialiste anglaise. Après sa période impérialiste, le Royaume-Uni a commencé à suivre une politique d'abandon de « l'Est de Suez » qui englobe aujourd'hui le Pakistan, l'Inde et le Bangladesh. Les États-Unis ont pris en main les sujets de politique extérieure les plus importants qui sont restés de l'époque britannique. Nous devons, nous aussi, suivre une politique à plusieurs sens d'après la formation de ces nouvelles dynamiques. De plus, les relations avec les États-Unis, que Turgut Ozal avait essayé d'atteindre, sont aujourd'hui au niveau qu'il avait souhaité. Par principe, le 14 décembre 2004, on s'est mis d'accord pour prendre la Turquie dans l'UE et c'est la raison pour laquelle nous avons aujourd'hui abandonné la politique de la guerre froide. La Turquie a commencé à suivre une politique extérieure à sens multiples et, aujourd'hui, sont en présence la Russie démocratique, le monde turc, l'Asie centrale et l'Europe.

(lire la suite page 3)

Vers un monde multipolaire...

La Turquie doit être un pays qui possède des publications constantes en Europe et dans plusieurs langues. Il existe un besoin énorme de publications stratégiques en français, en espagnol, en chinois, en perse et en arabe, qui défendraient



*Hüseyin Latif

(lire la suite page 5)



Marion Cotillard émouvante en Édith Piaf



(lire la suite page 15)

Quelle Europe pour quels Européens ?

Notre meilleur rempart, ce serait une union forte pour influencer les événements en tant qu'acteur de premier plan sur la scène mondiale.

Dans le cadre de sa mission de dialogue, le Forum de Paris a consacré deux journées de débat à l'Europe à l'occasion du 50^e anniversaire du Traité qui jeta les bases de l'UE actuelle. Invitée d'honneur, la présidente de la République de Lettonie, Madame Vaira Vike-Freiberga, a rappelé le bilan de cette réussite remarquable tout en soulignant les impératifs à respecter afin d'assurer sa poursuite.

Pour la présidente, grâce à la perspective de l'élargissement énoncé déjà dans le Traité de Rome, une nouvelle Europe est née en 2004 avec l'adhésion de pays d'Europe centrale

et orientale à l'Union. Désormais l'UE est un ensemble de 27 pays qui tous reconnaissent la primauté de la loi, qui respectent la démocratie et qui ont accepté l'économie de marché comme le moyen le plus efficace de garantir leur prospérité.

Mais que dire lorsque cette réussite histo-

(lire la suite page 8)



Présidente Vaira Vike-Freiberga

Le Supplément

ALT économie

Interview **Kemal Derviş**, l'ancien ministre de l'économie

Dossier L'enjeu du secteur maritime turc

Tahsin Yücel : un orfèvre du juste mot



Tahsin Yücel

L'écrivain Tahsin Yücel, qui vient de sortir son dernier livre « Gökdelen » (Gratte-ciel), est l'un des plus grands penseurs de Turquie. Voici ce qu'il pense des événements en Turquie et de la littérature turque en général.

(lire la suite page 11)

Le politique française en voie d'américanisation ?



*Barthélémy Courmont

La vie politique française est-elle en voie d'américanisation ? Le facteur américain joue un rôle important dans la campagne présidentielle : les candidats se positionnent par rapport à Washington, offrant aux électeurs une véritable grille de lecture, à la manière d'un référendum. Comme pour lancer la campagne, Nicolas Sarkozy fut le premier à « inviter » les Français à se prononcer pour ou contre Washington, lors d'un déplacement aux États-Unis en septembre 2006, au cours duquel il dénonça « l'arrogance » de la France lors de la crise irakienne. À son retour en France, critiqué par ses adversaires sur ses positions trop atlantistes, qualifiées de « proaméricaines », Nicolas Sarkozy justifia ainsi son positionnement : « Je suis partisan d'une France amie des États-Unis (...) On peut parfaitement avoir des désaccords mais on doit se souvenir, dans l'expression de ces désaccords, que nous sommes amis depuis longtemps et pour longtemps...il n'y a pas d'avenir dans l'opposition entre eux et nous. »

Ségolène Royal a, de son côté, choisi de se démarquer très nettement de Washington, en particulier sur la politique étrangère et les questions sociales et environnementales. Mais c'est surtout l'approche sécuritaire de

George W. Bush qui est en première ligne de ses attaques : « Il n'y a plus que Bush pour penser que le monde est plus sûr depuis l'occupation de l'Irak. Et le conflit au Liban vient de donner la preuve d'une certaine impuissance de la force. Dans ce monde-là, ni la peur ni le simplisme comme la théorie de l'axe du Mal ne sont bons conseillers. » Le PS critique également le candidat de l'UMP en disant : « Pour ne pas être une surprise, l'investiture du candidat unique de l'UMP, Nicolas Sarkozy, a donné le ton : celui d'un sacre à l'américaine sur fond de discours moral à l'américaine », selon Gilles Savary, porte-parole de Ségolène Royal, le 14 janvier 2007, jour de la nomination de Nicolas Sarkozy comme candidat de l'UMP. Que dire du rapport du PS intitulé *L'inquiétante rupture tranquille de Monsieur Sarkozy*, qui présente le candidat de l'UMP comme un « proaméricain » ? Le PS a choisi son camp : contre Washington !

Autre aspect de l'américanisation de la politique française, la bipolarisation, ancrée dans les mentalités outre-Atlantique, est en évolution en France, en grande partie en réponse au résultat du premier tour de l'élection présidentielle de 2002. Afin d'éviter un résultat similaire, de nombreux électeurs appellent à un « vote utile », et modifient la nature du premier tour du scrutin qui se manifeste généralement par des dissonances, y compris au sein d'une même famille politique. L'effet

21 avril 2002 semble ainsi avoir incité les grands partis à regrouper leurs forces, afin de ne pas laisser à un « troisième homme » la moindre chance de venir perturber la traditionnelle opposition droite-gauche.

Le député vert Noël Mamère, candidat des Verts en 2002, s'inquiète pour sa part de l'américanisation de la vie politique française (et plus spécifiquement du PS), consécutivement à la course aux primaires, dont l'objectif était de désigner un candidat unique, et donc de confirmer la bipolarisation entre les grands partis. À ces éléments vient s'ajouter la « mise en scène à l'américaine » qui séduit de plus en plus les candidats français. Les grands meetings avec une entrée spectaculaire du candidat et le « témoignage » de sa famille politique regroupée sont de plus en plus souvent pratiqués. Le Front national fut l'un des premiers partis politiques français à s'inspirer très directement des méthodes du « show à l'américaine », mais cette tendance s'est, depuis quelque temps, imposée dans le paysage politique français, à droite comme à gauche, avec des dépenses de campagne en augmentation constante. Les discours sont préparés par des experts en communication autant que par des conseillers politiques, et la forme a pris le dessus sur le fond.

La France a-t-elle l'ambition d'être un modèle sur la scène internationale ? Un peu à la manière des États-Unis, la France souhaiterait ainsi ne pas uniquement être connue

pour le pragmatisme de ses positionnements sur la scène internationale, mais bel et bien pour les valeurs qu'elle entend véhiculer. Modèle économique, social, démocratique ou vertueux sont ainsi les pistes les plus souvent évoquées par des personnalités politiques qui, à droite comme à gauche, voient forcément dans la France un État destiné à jouer un rôle international de premier plan, une sorte de rôle messianique dont Paris, tout autant que Washington, serait investi. Mais pour y parvenir, il faudrait pouvoir proposer un modèle à part entière, et non se positionner par rapport à Washington. N'a-t-on pas reproché, à juste titre d'ailleurs, aux candidats George W. Bush et John Kerry, ainsi qu'à leur entourage, de ne pas aborder les questions de fond lors de la campagne 2004, et de trouver dans la France un alibi permettant d'esquiver les vrais débats ? La tendance de la France à faire la même chose, si elle conforte la thèse que les deux pays sont en de nombreux points très similaires, n'en est pas moins critiquable. Il est inquiétant de se tourner vers un modèle politique que l'on n'hésite pas par ailleurs à décrier, et de le prendre pour exemple là où il y aurait pourtant tant à redire !

*Barthélémy Courmont

Responsable du Bureau de l'IRIS à Taïwan.

Il publiera en avril *Washington et les États voyous. Une stratégie plurielle ?* aux éditions Dalloz.

Décryptage du président Jacques Chirac



*Mireille Sadège

Alors que la campagne présidentielle bat son plein en France, chaque jour apporte son lot de nouveautés dans cette campagne qui évolue et se joue désormais à la télévision. Des candidats animent des émissions de télévision (Canal Plus) en remplaçant leurs animateurs ou, en début de soirée, répondent directement aux Français. Ainsi, la campagne 2007 semble vouloir écarter les intermédiaires (les journalistes) et mettre face à face les candidats et les électeurs. C'est dans ce contexte de méfiance manifeste à l'égard des journalistes que Nicolas Sarkozy déclarait : « Je commence à bien sentir cette élection », que Ségolène Royal renouait avec les « éléphants » du PS afin de relancer sa campagne et que François Bayrou commençait sa montée dans les sondages, réussissant à talonner les deux candidats Royal et Sarkozy en devenant le « troisième homme » tandis que Jacques Chirac, tout en entretenant le suspense sur une nouvelle candidature à l'élection présidentielle, mettait en scène petit à petit sa sortie. Rappelons que la conférence de soutien au Liban et celle sur l'environnement, deux sujets chers au président Chirac, et plus particulièrement le sommet Afrique-France (l'Afrique dont Jacques Chirac a fait une priorité de sa diplomatie) avaient des allures des cérémonies d'adieux mais que le président a su garder le sus-pense intact.

C'est dans ce contexte qu'un journaliste,

Pierre Péan, crée l'événement en publiant « L'Inconnu de l'Élysée ». Ces derniers temps, beaucoup de livres ont été publiés sur le président... Qu'avait ce livre de particulier et pourquoi a-t-il fait couler tant d'encre alors qu'il n'apportait pas de réponse nette sur un éventuel troisième mandat du président ? Il s'agit en fait d'un livre-portrait basé sur une quinzaine d'interviews, où Jacques Chirac parle de lui-même comme il ne l'avait jamais fait auparavant. Depuis quarante ans, Jacques Chirac évolue dans la vie politique française et il a passé les douze dernières années à l'Élysée. Qu'est-ce qui a alors motivé Pierre Péan, journaliste réputé de gauche, pour entreprendre l'écriture de ce livre ? Dans une interview, il s'explique de la manière suivante : « Un article de début juin 2006 paru dans le journal Libération et intitulé « Le Zigoto de la République » a beaucoup choqué et énervé le républicain que je suis. Je me suis dit qu'il ne pouvait pas être ce personnage décrit d'une façon aussi négative et j'ai décidé de le rencontrer. La question était de savoir s'il allait accepter de parler de lui et, à ma grande surprise, dès le premier rendez-vous, il me dit : « Si on faisait une mise en jambes... »

Il est utile de rappeler que Pierre Péan avait publié un livre, vers la fin de la présidence de Mitterrand, révélant les zones d'ombre de son passé, notamment son flirt avec l'extrême droite et ses relations avec Bousquet, en détruisant l'image du Mitterrand des années 80. Dans son livre consacré à Chirac, le journaliste ne fait pas véritablement un bilan de la politique du président, mais tente plutôt

de mieux cerner le personnage. Il dévoile aux Français un Jacques Chirac très différent de ce que présentent certains médias : un homme qui souffre énormément de la maladie de sa fille qu'il qualifie de drame de sa vie, passionné de culture (nous lui devons le musée du Quai Branly consacré aux arts primitifs) et, plus surprenant, résolument opposé au libéralisme, qui reconnaît avoir eu des aventures amoureuses mais affirme n'avoir jamais envisagé de quitter sa femme, un homme qui dit avoir des défauts mais ne pas être rancunier. Concernant Nicolas Sarkozy, le président Chirac le décrit comme quelqu'un d'intelligent et d'ambitieux avec qui il estime avoir « beaucoup de convergences mais également des différences de sensibilité, notamment sur le communautarisme et les relations avec les États-Unis. » Ce qui est extraordinaire pour le journaliste, c'est la capacité du président à excuser ceux qui l'attaquent, sa faculté à encaisser les coups de poignard politiques. Pour Chirac, si on ne veut pas recevoir de coups, il ne faut pas faire de politique. Pour Pierre Péan, l'une des actions principales du président a été et restera sa décision concernant l'Irak : « Son analyse est extraordinaire, il a tout prévu de ce qui arrive aujourd'hui, la guerre ci-vile... et il a d'ailleurs mis en garde le président Bush sur tout cela. » Quant au bilan des douze ans de présidence de Chirac, l'écrivain pense que le président a été beaucoup attaqué, qu'il est trop tôt pour faire un bilan et qu'il est nécessaire de prendre du recul avant de pouvoir faire une analyse sereine. Pour Hubert Védrine, l'ancien ministre des Affaires étrangères socialiste, le prési-

dent Chirac laisse un bilan plus qu'honorable sur le plan de la politique internationale et pas seulement à cause de l'Irak. Il ajoute : « le président Chirac aura été dans une tradition française qui est disons gaullio-mitterrand-chiraquienne mais, avec sa personnalité propre et beaucoup de force et de conviction, il aura été l'un des rares dirigeants d'un grand pays occidental –un des seuls d'ailleurs– capable d'entendre ce que disent les autres. Car l'un des problèmes d'aujourd'hui est que les Européens sont nombrilistes et ne comprennent pas ce qui se passe. Un monde multipolaire surgit sous notre nez de façon chaotique et non pas ordonnée par nous, il nous échappe et nous n'avons plus le monopole de l'histoire. Jacques Chirac a été sensible à cela depuis le début. Alors est-ce que cela s'est traduit par des actes ? En tout cas, je crois que son positionnement actuel sera réévalué avec le recul. »

Le soir du 11 mars, le président a annoncé qu'il ne se présentera pas à un troisième mandat. Pour finir, le livre de Péan décrypte-t-il réellement le président Chirac ? Il semble plutôt qu'il tente de rétablir l'image d'un président très critiqué et de faire reconnaître ses compétences, déniées par une grande partie des médias.

*Mireille Sadège, journaliste.

Docteur en histoire des relations internationales

États-Unis, Russie, UE, Kerkouk, France au cœur de la politique extérieure turque

(Suite de la page 1)



Pouvez-vous nous éclairer sur le processus de démocratisation de la Russie ?

La raison principale de l'anéantissement du régime soviétique en Russie a été la pression de l'opinion publique et de la classe intellectuelle. Un changement socioculturel inévitable est intervenu au début des années 90 sous la direction de Gorbatchev et ses fondements principaux reposaient sur la restructuration et la transparence. La restructuration visait à écarter les modèles communistes des institutions pour les démocratiser, l'un des grands changements étant la suppression dans la Constitution de la loi imposant le parti unique. La transparence s'est faite avec la multiplication des publications car il n'existait qu'un seul journal et ils ont, par la suite, créé de nouvelles chaînes de radio et de télévision privées.

On n'a pas pu arrêter ce mouvement que Gorbatchev avait commencé. Je suis à la tête du groupe Amitié avec la Russie. Ce groupe Amitié avec la Russie est le groupe le plus efficace du Parlement. Nous sommes en effet près de 300, tandis que les autres groupes de pays arrivent à peine à 50 membres. Il faut aussi préciser que cette nouvelle liberté a engendré un réseau important de mafias en Russie. C'est la raison pour laquelle Poutine, en s'inspirant aussi de son éducation, a formé une structure plus rigide. Le processus de démocratisation en Russie comporte ce genre de facettes.

Dans les années 90, la Russie a beaucoup perdu de son influence sur les sujets du monde. Elle essaie aujourd'hui de se relever et elle y réussit en grande partie : l'inflation a baissé, les dettes ont été payées et les réserves pétrolières ont très bien été valorisées. La Russie n'était pas la cause de la hausse du prix de pétrole mais plutôt les États-Unis.

Vous avez publié trois livres sur le monde turc et vous dites, dans un de vos livres, que depuis la dispersion de l'Union soviétique et les vagues de démocratisation dans le pays, le monde turc doit faire un choix entre défendre son histoire et s'unir, ou accepter les conditions actuelles et laisser faire les choses. Qu'est-ce que vous entendez par l'union du monde turc ?

Le monde turc constitue bel et bien une réalité. Özal et Demirel l'avaient bien décrit en disant que ce monde s'étendait de « l'Adriatique à la Muraille de Chine ». Les Turcs doivent se montrer, que ce soit pour les États indépendants ou pour la démocratie. Nous

avons de bonnes relations avec les Turcs de l'Occident, mais nous avons des relations un peu plus faibles à l'Est du Azhar à cause de l'influence de la Russie et de l'Iran.

Aujourd'hui, nous voyons l'UE qui est l'union modèle parmi toutes les alliances, mais il n'existe pas une alliance pareille pour le monde turc. Nous pouvons continuer nos efforts dans l'éducation et la culture, nous pouvons élargir l'harmonisation des diplômes, mais nous ne devons pas agir cruellement envers nos jeunes. Si nous n'arrivons pas à éduquer nos jeunes par nos moyens, nous devons les soutenir pour qu'ils étudient des sciences positives dans d'autres universités. Nous pouvons travailler sur un projet de langue commune. Nous pouvons ensuite coopérer dans le cadre économique : nos entrepreneurs peuvent travailler là-bas à de grands projets et nous faisons déjà d'importants investissements. Il existe de multiples terrains où nous pouvons coopérer.

Est-ce que cela peut déranger certains pays ?

Nous n'entreprenons pas cela pour déranger où supplanter les intérêts de certains. Cette alliance est tout simplement le renforcement d'une coopération de pays ayant la même origine et la même géographie.

Pouvez-vous nous faire une petite analyse de la situation en Asie centrale ?

Ce qui nous intéresse dans l'Asie centrale est que la stabilité politique continue et qu'il ne soit pas créé d'État au nord de l'Irak. Le gouvernement Bush veut s'emparer des ressources pétrolières et cela se voit facilement à travers les bulletins de guerre : dans les communications du QG du Qatar, lors de la dernière invasion, on pouvait entendre des déclarations comme : « Aujourd'hui, nous avons pris 20 puits de pétrole ». Cette situation est typique. Ils ont créé des textes afin de partager le pétrole irakien entre les plus grandes entreprises occidentales alors que nous, nous désirons d'abord qu'il y ait une stabilisation.

Il ne faut pas oublier que nous sommes voisins. Un autre sujet qui nous intéresse est la création d'un État kurde qui est prévu dans le nord de l'Irak et qui comprend une partie du sud-est de la Turquie. Bien entendu, la Turquie n'acceptera pas cette situation car elle voit là un potentiel de menace. Le PKK continue à exister et il attaque en guérilla avant de prendre la fuite. Il faut une stabilité dans l'Asie centrale, mais cela ne devra pas se faire par l'intervention de forces étrangères car ces forces vont devoir affronter des résistants. Afin de ramener la

stabilité, la Turquie travaille sur des événements unificateurs comme l'organisation de la Conférence Orient-Occident. N'oublions pas qu'il y a aussi une population de 3 millions de Turkmènes dans cette région.

Pourquoi les États-Unis ne demandent-ils pas l'aide de la Turquie pour former un gouvernement à Kerkouk ?

Il est probable qu'ils la demandent. Mais l'Amérique veut la totalité du pétrole et, d'un autre côté, ils considèrent la population des Talabani et des Barzani comme leurs alliés. L'Irak est en fait un pays arabe dans lequel il existe aujourd'hui un conflit entre sunnites et chiites. La population kurde ne représente que 18 % mais les Kurdes essaient de posséder Kerkouk de force en changeant tous les registres fonciers et de populations.

Est-ce qu'il se peut qu'un jour on se réveille est qu'on voie un État kurde désirant entrer dans l'ONU ? Que fera alors la Turquie ? Si tout le monde l'accepte, ne risque-t-on pas de voir la même chose que dans le Sud de Chypre ?

C'est possible. La Turquie n'acceptera jamais cela. Mais le cas de Chypre est différent car nous sommes en contact avec

Chypre mais nous n'avons pas de terrains d'affrontement, ce qui n'est pas le cas de Kerkouk.

Quelle est la place de la France dans tout cela ?

La France est le pays avec lequel la Turquie devrait avoir les meilleures relations. Les deux pays sont historiquement très importants et, en Turquie, personne n'a oublié que la France était le premier pays à signer le traité pendant la guerre d'Indépendance. Ankara avait pu mieux respirer grâce à deux traités dont l'un était signé avec la France. Ils sont restés à Hatay quelque temps, ensuite nous sommes passés à un référendum avec une grande compréhension. De Gaulle, qui était la vraie voix des Français, n'avait pas non plus oublié cet événement. Nous avons eu encore d'autres relations avec la France et mis à par les gestes amicaux de De Gaulle. Nous partageons le même point de vue avec la France en ce qui concerne le Liban mais, aujourd'hui, la France a une conduite qu'on ne peut accepter en ce

Il faut que nous travaillions à une meilleure présentation de la Turquie.

qui concerne l'UE et le cas arménien. Nous espérons que la France laissera de côté cette politique après les élections. Nous ne pouvons pas faire de pronostics à long terme mais, si nous regardons le court terme, nous voyons que Chirac va quitter la scène pour faire place à Sarkozy qui est considéré aujourd'hui comme le candidat qui a le plus de chances. Or Sarkozy ne va pas rester toute une éternité et, de toute façon et dans le meilleur des cas, nous avons au moins dix ans devant nous avant d'entrer dans l'UE. Tout, à part Dieu, est provisoire, tout comme les politiciens et c'est la raison pour laquelle, je reste positif. Il fut un temps où la Turquie s'opposait à la Grande-Bretagne et, aujourd'hui, le pays qui nous soutient le plus est ce dernier. Pendant ce temps, la Turquie mue et fait d'énormes pas en avant. Bien entendu, nos potentiels géographique, économique et nos ressources naturelles les attirent. Il faut que nous travaillions à la présentation de la Turquie comme si ce référendum allait bien se dérouler.

Est-ce que vous pensez que Sarkozy peut suivre une politique plus tolérante envers la Turquie après les élections ?

Quelle que soit la suite, je pense qu'il ne sera pas aussi dur et hostile, il va certainement adoucir sa conduite. Même Angela Merkel a déclaré : « Nous sommes contre, mais nous ne pouvons pas aller à l'encontre des ententes qu'on a signées ». La politique est féminine, flexible et les retournements sont toujours possibles. La politique possède aussi un caractère juvénile et l'on peut se permettre de dire : « j'avais dit ça, mais aujourd'hui je pense que ... » Mais si elle est inflexible et catégorique, la politique deviendra une idéologie. Sarkozy, par exemple, va tôt ou tard réfléchir aux intérêts de la France et au fait que l'UE est née du marché commun et il va changer sa conduite.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

ASSIMIL
Kolay Fransızca

EFY KİTABELİ
Désormais, il est très facile d'apprendre le français

La méthode Assimil d'apprentissage facile du français (français-turc), composée d'un livre et de 4 CD, est enfin arrivée en Turquie

Vous la trouverez à la librairie Efy et dans ses succursales.
Tel: 0 212 251 42 23

Depuis l'an 2000...

...nous sommes à votre service, et nous faisons tout pour rester votre partenaire le plus proche.
QUALITE et **RAPIDITE** sont nos mots d'ordre.

- * Traduction écrite en toutes langues (Administrative, juridique, commerciale, technique, médicale)
- * Spécialisé turc/français et français/turc
- * Interprétation simultanée et consécutive
- * Organisation de réunions et séminaires
- * Service de guide professionnel

trio
TRADUCTION & ORGANISATION

www.trio-zeta.com

TRIO Tercüme ve Organizasyon, Orgeneral İzzet Aksular Caddesi, Ordu Yapı Koop. 1A Blok D25, 4. Levent 34330 İSTANBUL
Tel: +90 212 268 30 94 Faks: +90 212 268 30 96

L'imbroglie chypriote



*Marc Bernardin

La question chypriote repousse aux « calendes grecques » une poursuite normale des négociations entre la Turquie et l'Union européenne. Sur ce sujet très compliqué, essayons de rappeler quelques faits simples : La Turquie a occupé le Nord de l'île pour y protéger la minorité chypriote turque selon les conditions du traité d'indépendance tripartite de Zurich signé par la Grande-Bretagne, puissance coloniale, la Grèce et la Turquie. Selon un schéma régional toujours actuel, la minorité –en l'espèce d'origine turque– vit ses droits non respectés par la majorité d'origine grecque ; lorsque le pays passa aux mains d'un gouvernement « fascisant », en symbiose avec le régime des colonels d'Athènes, pour réaliser l'union avec la Grèce (ENOSIS), la Turquie intervint légitimement et militairement en 1974. Une force d'interposition des Nations unies fut mise en place sur la ligne de démarcation entre les deux zones.

Depuis lors, la question de la réunification de l'île est un sujet quasi insoluble : La Turquie souhaitait une très forte autonomie de la partie « turque », voire la reconnaissance internationale de l'indépendance de l'État « chypriote turc », faisant du problème un point d'ancrage nationaliste. Les Grecs voulaient avant tout le retrait de l'armée turque, le départ des nouveaux arrivants d'Anatolie et une organisation fédérale qui ne donnait pas les garanties recherchées par la Turquie ;

les séquelles de « l'épuration ethnique » étaient aussi difficiles à résoudre. Toute concession apparaît comme une reculade humiliante, et une grande victoire pour la partie qui « bénéficie » de cette concession. Quant à la Grande-Bretagne, elle ne pouvait que souhaiter un statu quo qui pérennisait la présence de deux très importantes bases militaires dans le sud de l'île.

En 2003 et 2004, les préparatifs de l'élargissement de l'Union européenne au groupe des dix pays incluant Chypre mirent en évidence le cas particulier de cette île divisée : L'Union européenne ne pouvait qu'aller au devant de difficultés en acceptant un État dont une partie du territoire est seule reconnue internationalement comme représentant l'ensemble ; le droit et la réalité y sont depuis 30 ans en profond décalage !

À la suite de fortes pressions, une sorte de « marchandage » fut conclu : Après des mois de négociations sous l'égide des Nations unies, un projet de règlement pour la réunification de l'île serait soumis par référendum aux Chypriotes grecs et turcs, avec le bon espoir d'un résultat positif ; Chypre réunifiée serait acceptée dans l'Union européenne et la Turquie pourrait ouvrir les négociations d'adhésion avec l'Union ; Bruxelles pro-



Limassol

mettait une aide financière à « Chypre Nord » à titre de transition avant l'intégration dans l'Union. Lors du référendum d'avril 2004, les Chypriotes turcs votèrent « oui » au « Plan Annan », mais les Chypriotes grecs, menés par un gouvernement ultra nationaliste votèrent « non ». Le commissaire européen à l'élargissement, M. Gunther Verheugen, déclara publiquement que « Bruxelles » s'était fait « rouler » par les Grecs !

L'État chypriote grec, devenu membre de l'Union européenne, pouvait en position de force refuser toute réunification qui ne soit pas conforme à ses conditions et bloquer l'avancement des négociations avec la Turquie, qui nécessite l'unanimité à chacune de leurs nombreuses étapes. La Turquie se devait d'élargir son Union douanière avec l'Union européenne aux dix nouveaux pays (Accord d'Ankara) et l'application la plus visible serait l'accès de la très importante flotte battant pavillon chypriote aux ports turcs. En l'acceptant, la Turquie reconnaîtrait implicitement et juridiquement que l'État chypriote grec est seul représentant de l'île, que l'État chypriote turc (non reconnu internationalement) est illégal, et en conséquence, que l'armée turque doit évacuer Chypre sans conditions, et que l'île retourne au régime

de 1974 à la grande satisfaction de la partie grecque ; la promesse d'aide à la partie « nord » était gelée par l'opposition du « sud », de manière que Bruxelles ne la « reconnaisse » pas par incidence.

Cette crise, sur un sujet qui ne fait pas partie des conditions d'adhésion, dites « conditions de Copenhague », est désormais l'instrument des pays opposés aux négociations d'adhésion de la Turquie à l'Union, en premier lieu Chypre, qui réclame des sanctions, ainsi que la France et l'Autriche. Athènes et Nicosie, deux voix grecques au Conseil des ministres de l'Union, dosent leurs relations avec Ankara en fonction de leurs intérêts, Bruxelles essaie de temporiser et de nombreux milieux de Turquie attendent que l'Union européenne « claque la porte » avec des conséquences importantes pour les uns et pour les autres.

En définitive, les négociations entre l'Union européenne et la Turquie sont partiellement « gelées ». Les Chypriotes grecs sont actuellement maîtres du jeu et les Turcs ne sont nullement assurés que céder sur Chypre leur assure le bon avancement des négociations. Le « statu quo », et son climat de tension, est en fait apprécié des Chypriotes grecs, des Anglais, des opposants à la Turquie. Mais pourquoi l'Union européenne qui, dans l'ex-Yougoslavie a favorisé l'indépendance des minorités nationales, Monténégrins ou Kosovars, veut-elle absolument réunir Grecs et Turcs à Chypre ?

*Marc Bernardin
Chargé de cours à l'INALCO

L'adhésion de la Turquie à l'UE : ce que pense l'Albanie



*Dr Olivier Buirette

L'Albanie est un petit pays des « Balkans occidentaux » dont la fondation remonte à la fin du XII^e siècle (1190) et dont la géographie très particulière (entouré au Nord, à l'Est et au Sud par des montagnes et possédant une large façade maritime à l'Ouest) fait que celui-ci a maintenu son indépendance dans la région jusqu'à nos jours. 28 748 km², 4 millions d'habitants, 58,8 % de musulmans, 24,1% d'orthodoxes et 16,8 % de catholiques, l'Albanie de ce début de XXI^e siècle est un État avant tout laïc mais en effet fort d'être le premier pays à majorité musulmane d'Europe. L'ère communiste s'est terminée en 1991 avec la chute de l'un des régimes les plus fermés et les plus durs du camp communiste. Depuis, après un début de vie démocratique tumultueuse (guerre civile de 1997 suite au scandale des pyramides financières et guerre du Kosovo en 1999), le pays se stabilise, notamment avec la récente signature d'un partenariat européen avec l'Union européenne signé en janvier 2006, prélude à une candidature à l'adhésion à l'UE.



Par ailleurs, le retour énergique du parti démocratique (libéral de droite) aux affaires avec les élections de juillet 2005 et la nomination de son leader charismatique, Saly Berisha, comme Premier ministre en septembre de la même année, semblent indiquer que ce petit pays balkanique est dans une nouvelle phase. Modernisation, parfois spectaculairement rapide, du pays (construction d'une nouvelle aéroport, implantations d'usines clefs en mains etc.), lutte contre la corruption et les mafias, telle est l'image de l'Albanie en ce début d'année 2007. Étant le seul pays d'Europe membre de

« l'Organisation de la conférence islamique » (depuis 1992), la tentation est grande de se demander ce que cet État peut penser de l'élargissement envisagé de l'Union européenne à la Turquie, qui a été la principale avocate de la candidature albanaise à l'entrée dans l'OTAN, et qui entretient des relations économiques et diplomatiques privilégiées avec l'Albanie. Les Albanais n'ont, par exemple, pas besoin de visa pour se rendre en Turquie et de nombreuses liaisons aériennes existent entre les deux pays. Il semble

que les Albanais souhaitent être à leur tour les avocats de l'adhésion turque à l'Union européenne, celle-ci pouvant en effet, selon de nombreux observateurs, avoir un effet bénéfique et stabilisateur dans la région. N'oublions pas que la présence ottomane a profondément imprégné non seulement l'Albanie, mais aussi toute la région : la Bosnie-Herzégovine toute proche ainsi que d'autres États ont

tous été profondément marqués et enrichis par cette culture islamique d'Europe, si marquante dans la région. Les deux pays semblent donc très proches et on peut en effet dire que la candidature de la Turquie est bien perçue en Albanie ; il s'agit là, en quelque sorte, de montrer que l'on peut parfaitement être un pays à majorité musulmane mais aussi être laïc dans un État indépendant qui ne se mêle pas de questions religieuses mais dont la religion majoritaire – à savoir donc ici l'islam – est un fondement de la société et de la culture. La position albanaise est donc intéressante car elle nous montre en ce début d'année 2007 que l'Europe a cette chance de ne pas être un « club chrétien » comme on le lui a reproché, mais bel et bien d'être avant tout une mosaïque d'États tous différents les uns des autres, enrichissant

ainsi la diversité des peuples qui composent et composeront demain cette Union européenne qui est toujours en devenir. L'Albanie nous offre ainsi peut-être un espoir à ce sujet, alors que, manifestement,

nous allons assister dans les années qui viennent à un tassement de l'élargissement de l'Union européenne.

L'Albanie et la Turquie semblent donc devoir être très liées dans un proche avenir en ce qui concerne les pers-

pectives européennes que ces deux pays souhaitent.

Les Albanais, qui sont un des plus vieux peuples de l'Europe balkanique –leurs origines remontant aux Illyriens de l'Antiquité– se sentent proches de la Turquie et de sa civilisation et ont confiance dans le pont culturel entre un Proche-Orient turc qui se désire ardemment européen et un petit État balkanique, qui frappe déjà à la porte de l'Union et qui, à l'instar des autres pays restants des Balkans occidentaux, finira bien par y entrer un jour. On peut, pour conclure, affirmer que, dans le grand débat qui s'annonce dans un futur proche sur l'adhésion turque, la petite république albanaise sera une des avocates de la candidature turque et loin s'en faut, pas des moindres.

*Dr Olivier Buirette
(Historien, Paris III Sorbonne-Nouvelle)

Les Albanais souhaitent être les avocats de l'adhésion turque à l'Union Européenne, celle-ci pouvant en effet, avoir un effet bénéfique et stabilisateur dans la région.

Pédagogie de la peur



*Garip Turunç

Il y a deux sortes de peur : l'une qui paralyse, sanctifie la haine, glorifie la violence, la menace, la mort ; l'autre qui instruit, dégrise, fait mûrir. Les milieux nationalistes turcs suscitent la première : en décrivant une Turquie au bord du gouffre, menacée dans son unité nationale par un complot kurdo-arméno-greco-européen, ils taquinent l'Apocalypse, ils visent, en cette année électorale, à tétaniser les électeurs, à les plonger dans l'effroi pour qu'ils se blottissent dans les bras de l'homme providentiel.

Mais une autre peur, plus constructive, est apparue depuis l'assassinat de Hrant Dink le 19 janvier dernier : peur de l'extrémisme, bien sûr, mais aussi prise de conscience de la gangrène qui nous rongeaient sans que nous le sachions. Cette inquiétude, pourvu qu'on la canalise à bon escient, peut être féconde : au lieu de nous faire incriminer des coupables, elle nous incitera aux douleurs de la mise en cause.

Depuis quelques semaines, avec une société civile naissante, un gigantesque chantier s'est ouvert dans notre pays, libérant un flot de paroles, d'initiatives désordonnées où l'accablement le dispute à la lucidité, comme si cet assassinat « politique » d'un journaliste turc arménien, symptôme de nos fractures, avait enclenché malgré lui un bouleversement qui devrait créer un climat favorable au dialogue turco-arménien. Ainsi apprendrons-nous peut-être que la peur n'est pas toujours mauvaise conseillère à condition de la méditer, de la mettre au service de la raison et d'un réformisme ra-

dical pour continuer en Turquie à tisser les fils de ce dialogue et abattre le mur froid et aveugle de l'amnésie collective. Pour avancer, ce dialogue requiert ouverture d'esprit, confiance, imagination, mais aussi esprit de responsabilité, force d'âme et fermeté, afin de résister à tout ce qui peut mettre en cause la liberté et les droits de la personne. Il requiert de l'amour, mais aussi que chacun ait conscience de ses devoirs à l'égard de tous. Pour que toutes les convictions, toutes les opinions, toutes les religions puissent coexister. Pour que toute vérité soit bonne à dire, pour qu'aucun racisme ne borne les horizons, pour que les minorités nationales vivent dignement, pour qu'il ne soit pas porté atteinte à la cohésion nationale. Et pour que soient respectées et partagées les valeurs de liberté et de tolérance sans lesquelles la vie en commun deviendrait impossible.

C'est un débat qui dépasse largement la seule Turquie. Nous vivons dans des sociétés ouvertes et multiples, où l'autre est notre voisin, notre double, prenant tantôt le visage de la différence, tantôt celui de la ressemblance. Avec cet autre-là, il faut inventer les règles de « vivre ensemble ». Nulle réponse toute faite ne conviendra. C'est à un immense défi que toutes nos sociétés sont confrontées. Elles ont besoin de l'émergence d'un nouveau « nous », éloigné de toute discrimination, xénophobie ou racisme. Un « nous » qui réunit des femmes et des hommes (de toutes religions ou sans religion, de toutes ethnies, de toutes appartenances) qui s'engagent concrètement contre les contradictions de leur société et désirent, ensemble, se battre pour construire le futur.

Mais un tel dialogue porte en lui-même

d'autres exigences, d'autres ambitions, d'autres générosités. Il suppose tout à la fois le respect de l'autre, la lucidité sur soi, le respect de soi. Respecter l'autre, c'est d'abord le reconnaître, afin justement de ne plus le percevoir comme radicalement autre, sans aucune identification possible, trait commun de toutes les démarches totalitaires. Respecter l'autre, c'est ensuite l'écouter, travailler avec lui et ne pas décider à sa place. Respecter l'autre, c'est enfin le considérer comme le contraire de l'autre, c'est savoir être soi et sentir l'autre en soi. Comme le disait si admirablement Jean Pierre Vernant : « pour être soi, il faut se projeter vers ce qui est étranger, se prolonger dans et par lui. Demeurer enclos dans son identité, c'est se perdre et cesser d'être. On se connaît, on se construit par le contact, l'échange avec l'autre. Entre les rives du même et l'autre, l'homme est un pont. »

Lucidité sur soi. Le dialogue des cultures, tant à échelle nationale que mondiale, doit être conduit avec clairvoyance et humilité, car son pire ennemi est l'arrogance. Chaque civilisation et chaque peuple peut et doit être fier de ce qu'il a accompli et donné au monde. Chacune et chacun doit aussi mesurer ses parts d'ombre. Que dire en effet des crimes dont les civilisations sont capables et dont aucune n'a fait l'économie ? Toutes, à un moment ou à un autre de leur histoire, ont laissé parler l'intolérance, le mépris, la haine. Toutes, à un moment de leur histoire, ont cherché à rabaisser, voire à nier l'humanité de l'autre.

C'est pourquoi chaque culture, chaque religion doit mener sur elle-même un travail critique. Le courage de la mémoire, les actes de repentance sont un devoir dans cette

voie : devoir de toute civilisation, de toute société, de toute religion. Dans ce domaine essentiel qui est celui du regard que l'on porte sur soi, beaucoup reste à accomplir dans notre pays. Hrant Dink est mort au moment même où ce travail lucide sur soi-même était encore balbutiant, au moment où le gel de l'amnésie collective commençait à fondre et l'histoire à s'écrire à chaud. Continuer ce travail de mémoire est bien l'une des conditions de ce dialogue et de la réconciliation.

Ne craignons pas d'affirmer l'existence d'une éthique universelle, celle qui inspire la Déclaration universelle des droits de l'homme. Contrairement à ce que prétendent les ennemis de la liberté et les fanatiques de tous horizons, cette éthique n'est pas un modèle occidental, cheval de Troie de civilisations honnies. Elle est un humanisme. Elle est de tous les peuples, de toutes les nations, de toutes les religions, car aucune religion ne s'est construite sur l'anéantissement des hommes, leur indifférenciation. Plus que jamais, nous devons la défendre, la faire vivre, assumer sa valeur universelle. Affirmer cette universalité, c'est souligner la solidarité qui nous unit, qui unit tous les hommes. C'est proclamer que chaque femme, chaque homme, chaque enfant possède des droits imprescriptibles. C'est reconnaître que la vérité s'exprime en une infinité de langues. Il n'y a aucune contradiction entre une éthique universelle et la diversité des cultures, parce que le respect des cultures participe de cet humanisme que nous appelons de nos vœux.

*Garip Turunç

Maître de Conférences à l'Université Montesquieu-Bordeaux IV
Professeur associé à l'Université Galatasaray d'Istanbul
Bordeaux, le mardi 9 janvier 2007

Vers un monde multipolaire... (Suite de la page 1)

les intérêts de la Turquie et qui montreraient que « nous aussi, nous sommes là » et que « rien ne peut se faire sans nous ». La Turquie a besoin de publications mensuelles, hebdomadaires, voire si possible quotidiennes. Actuellement il existe deux journaux quotidiens en anglais et notre mensuel *Aujourd'hui la Turquie* en français.

Dans le temps, des stations de radios diffusaient en langues étrangères. Aujourd'hui, leur nombre et leur importance ont considérablement diminué.

Juste au moment où je m'interrogeais sur la question, le discours de Vladimir Poutine lors de la quarante-troisième Conférence de Sécurité de Munich a attiré mon attention et j'ai tout d'abord lu la traduction de son discours en français : Poutine avait réussi à écrire en 6 pages ce que je voulais dire depuis tant d'années. Mais le plus important était que la Direction des états-majors avait publié sur son site Internet la traduction en turc de ce discours le 11 février, date à laquelle le chef d'état-major Yaşar Büyükanıt était en visite aux États-Unis. J'ai une fois de plus lu le discours et souligné certaines lignes.

Les paroles du président le plus populaire de Russie lors de cette Conférence de Sécurité de Munich, qui se définit comme « le Davos de la sécurité », ont beaucoup étonné les participants et les médias. Les médias étaient en effet venus entendre les mots habituels « tout va bien » « les grands États-Unis ». Mais Poutine en a étonné plus d'un et a enfin dévoilé à tout

le monde ses points de vue. En premier lieu, il a déclaré la fin du monde à pôle unique qui était le chant répétitif qui sortait de chaque bouche : « Vous aurez beau essayer d'enjoliver les notions comme situation unique, pouvoir unique, centre de pouvoir unique, ils signifieront toujours l'unique maître. Cela veut dire un monde où il y a un maître, un seul dominant. Pour finir, cette situation n'est pas seulement mauvaise pour les personnes qui sont dans ce système mais aussi pour celui qui possède cette domination car il la détruit lui-même de l'intérieur. Et cela n'a aucun point commun avec la démocratie. Car, comme vous le savez, la démocratie est le pouvoir de la majorité issue des idées et des intérêts de la minorité. On essaie toujours de nous apprendre la démocratie à nous, la Russie. Mais voilà que ceux qui nous ont appris la démocratie ne veulent pas l'apprendre eux-mêmes. »

Il continue avec ces mots : « On ne peut pas accepter à cette époque un monde à pôle unique et d'un autre côté je pense que c'est impossible (...) il n'y a pas de fondation morale dans la construction de la civilisation moderne et il ne peut y en avoir » et il a ainsi



parlé de la dimension morale de la démocratie. On ne peut pas être contre cette idée. Mais Poutine a omis de parler de deux autres éléments dont il est tout à fait conscient. Le premier est la France, qui est une puissance militaire et économique mais aussi indéniablement nucléaire. Ce pouvoir que peu de gens prennent au sérieux, y compris la Turquie, a pourtant prouvé son importance avec la signature des traités stratégiques économiques et militaires. Il faut voir ce que ce pouvoir, qui n'aime pas trop s'afficher, a fait au Liban, à Chypre et en Afrique. Il ne faut donc pas oublier la France dans la guerre des partages de pouvoir dans le monde. La politique visant à faire reconnaître la grandeur de la France dans le monde avait commencé à l'époque de Charles de Gaulle, avait continué avec Mitterrand mais cette politique à vraiment atteint son apogée avec Chirac. Le monde politique se pose de temps en temps la question de la direction que va prendre le pouvoir politique international incontestable du président Jacques Chirac.

Pour ma part, je pense que peu importe le président qui succédera à Jacques Chirac, la France gardera toujours cette politique internationale et qu'elle défendra encore mieux sa place dans l'arène mondiale.

Pour finir, nous aussi nous soulignons que les conflits politiques, économiques et militaires devront être résolus par l'Organisation des Nations unies « indépendante et majeure » et non pas par les États-Unis ou l'OTAN.

Yrd. Doç. Dr. Hüseyin Latif

Enseignant à l'Université de Beykent

Docteur de l'Université de la Sorbonne nouvelle - Paris III

De la fondation de Mekteb-i Sultani au Lycée de Galatasaray

Historique d'un pionnier de l'éducation moderne en Turquie



*Yahdettin Engin

La fondation de Mekteb-i Sultani a un lien direct avec les mouvements de réforme que l'État ottoman a réalisés au XIX^e siècle. Ce dernier se rendant compte qu'il ne possédait plus sa puissance de jadis et qu'il

était en retard par rapport aux pays d'Europe, a entrepris une série de mesures et de réformes et a fait des efforts afin de pouvoir faire face à l'Occident et pouvoir, un jour, rendre à son pays sa grandeur passée. Après les efforts menés tout d'abord par Selim III puis par Mahmut II, le pays a commencé à vivre un processus de modernisation appelé « Période du Tanzimat » (Réformes) et les institutions occidentales ont été adoptées par l'État ottoman sous le règne du Sultan Abdülaziz.

Puisque l'objectif était d'atteindre le niveau de progrès des pays d'Europe, le moyen le plus important pour réaliser cet objectif était donc d'adopter un système d'éducation moderne, et étendu à l'ensemble du pays. D'ailleurs, le Sultan Abdülmecit, sultan de la période du Tanzimat, avait exposé en 1845 l'intérêt qu'il portait à l'éducation dans la déclaration suivante : « Notre plus grand idéal, et notre objectif, c'est que toutes sortes de mesures nécessaires soient prises et mises en pratique le plus rapidement possible pour que notre pays et notre peuple puissent se redresser et atteindre la prospérité. Pour ma part, ce qui est important à réaliser c'est la recherche et la construction d'écoles qui sont la source des sciences, des sciences appliquées et de l'industrialisation. De ce fait, il faudrait que l'on trouve une solution pour donner un enseignement au peuple en ouvrant les écoles nécessaires dans les lieux appropriés du pays. »

Les pachas Ali et Fuad, deux hommes d'État de premier plan qui donnaient une importance particulière à l'éducation moderne pour le redressement du pays, ont joué un grand rôle dans la création du Mekteb-i Sultani. À cet égard, Ali Pacha disait :

« Il est d'une nécessité absolue de faire un grand effort, de se donner de la peine et de dépenser considérablement pour porter l'éducation et la connaissance de notre nation au degré exigé. Dans le cas contraire, nous ne parviendrons pas à faire face. Quoi que nous fassions, même si nous construisions des forteresses comme la Muraille de Chine, les nations éduquées nous seront supérieures et s'empareront au fur et à mesure de tout ce que nous possédons. Pour cette raison, l'État doit considérer comme première tâche l'ouverture et l'achèvement des parcours indispensables pour l'enseignement général. D'après cela, il convient de faire jour et nuit des efforts pour réaliser unanimement et rapidement ce projet et de dépenser de l'argent pour cet objectif ». En 1867, le Sultan Abdülaziz, le fondateur de Mekteb-i Sultani, avait déclaré, au retour de son voyage en Europe, qu'il fallait faire des efforts pour redresser le pays et, pour cela, développer l'éducation.

À la même période, une notion d'ottomanisme s'était également formée afin de pouvoir protéger l'intégrité du pays. D'après cela, l'idée de créer une nation ottomane représentant et unissant certains peuples liés au gouvernement ottoman avait gagné de l'ampleur. De cette manière, les mêmes

droits et devoirs politiques allaient être attribués aux peuples musulmans et aux non musulmans sur les territoires ottomans et l'égalité allait donc être assurée entre eux. Dans le cadre de cette égalité, le peuple en question allait s'unir de manière indissoluble en dépit de ses différences dans les domaines religieux et ethnique. De ce fait, l'intégrité de l'État allait être préservée dans le cadre de l'union ottomane.

D'une part, de bonnes opinions exprimées pour l'éducation, d'autre part les efforts pour mettre en pratique la notion d'ottomanisme dans le domaine éducatif allaient présider à la fondation de Mekteb-i Sultani. Par ailleurs, le fait qu'on avait besoin d'hommes d'État susceptibles d'être utiles

dans les relations avec l'Occident, connaissant une langue étrangère et la culture occidentale, exigeait la création d'une organisation scolaire de qualité. Dans ces années-là, on avait besoin d'écoles pouvant combler le vide entre l'enseignement primaire et l'enseignement supérieur, il fallait donc que la nouvelle école soit un établissement de cycle moyen. Les préparatifs ont été faits à cet égard et, durant cette création, les travaux ont été entrepris grâce aux contributions de M. Bourrée, Ambassadeur de France et de M. Victor Duruy, Ministre français de l'Instruction publique.

L'information parue dans le journal français intitulé « La Presse » daté du 11 octobre 1867 donne une idée des particularités de l'école qui allait bientôt être ouverte. Le journal annonçait : « Une affaire approuvée par tout le monde va être réalisée à Istanbul. Une école extraordinaire, équivalant aux nôtres, va être construite, mais l'enseignement qui y sera donné sera plus important que le nôtre, compte tenu des besoins de la Turquie. C'est pourquoi nous avons choisi un endroit particulier, à Galata, et de grands professeurs. L'École sera fondée par le gouvernement turc, les sommes nécessaires seront fournies par l'État et le programme scolaire sera conforme à celui des écoles françaises. Outre la langue française et les langues anciennes, les matières comme les sciences naturelles, la philosophie, les mathématiques, l'histoire, la géographie, l'économie et le droit seront enseignées dans cette école. Là-bas, les jeunes instruits seront formés de façon à pouvoir être employés dans les postes de fonctionnaires du pays et à l'étranger, dans les services sur terre et sur mer. Et cela signifie qu'il va falloir réunir quelques unes de nos écoles. »

Alors que l'ouverture de ce nouveau lycée à Istanbul était annoncée, les préparatifs ont été accélérés et le Grand vizir Ali Pacha a exposé la nécessité de l'ouverture de la nouvelle école au Sultan dans une lettre datée du 14 avril 1867 et a demandé son autorisation. L'accord du Sultan concernant le sujet fut obtenu dès le lendemain. Mekteb-i Sultani allait avoir le niveau des plus importantes écoles d'Europe grâce à la formation qu'elle allait offrir. De plus, l'État prenait également en charge les dépenses des enfants de familles ayant des revenus insuffisants en

vue d'assurer l'égalité des chances.

Durant les préparatifs, les réactions les plus vives vinrent des Grecs qui se plaignaient que l'on ne donnât pas une grande place au grec dans les programmes scolaires, et du Pape qui avait interdit aux enfants catholiques de s'inscrire au Mekteb-i Sultani. Le Pape pensait que la conduite des enfants catholiques au lycée allait se dégrader parmi les élèves de religions différentes. Le journal « l'Univers », publié en Belgique, avait prétendu, tout en ne doutant nullement de la bonne foi des fondateurs de Mekteb-i Sultani, qu'il n'était pas possible que les enfants des com-

munautés chrétiennes vivent ensemble avec les élèves musulmans.

Lorsque la décision d'interdiction a été commu-

niquée à l'opinion publique, le journal « Istanbul », critiquant aussi bien l'hostilité du Pape que les hésitations des Grecs pour envoyer leurs enfants à Mekteb-i Sultani avait publié la déclaration suivante : « Voici deux parties de deux peuples qui prétendent être civilisés, autrement dit les dirigeants spirituels, qui veulent empêcher l'ouverture d'une école construite en vue d'enseigner les sciences et les sciences appliquées. De quel côté se trouve à présent l'intolérance ? Du côté de l'islam ou du côté du christianisme ? Que celui qui a une conscience le dise désormais ! Il ne fait aucun doute que l'intolérance est restée chez les chrétiens. » Mekteb-i Sultani a pu s'ouvrir le 1^{er} septembre 1868 en dépit de certains soucis au commencement et de nombreuses réactions. Le jour de l'ouverture, l'école comptait 341 élèves dont 147 musulmans.

La France avait contribué à Mekteb-i Sultani pour la constitution du cadre de professeurs et, par ailleurs, le système d'éducation français avait servi de modèle. En dehors de

cela, la France n'avait apporté aucune aide matérielle. Des matières supplémentaires avaient été ajoutées aux programmes scolaires en fonction des besoins du pays et les dépenses éducatives avaient été couvertes totalement par l'État ottoman. À la lumière de ces informations, on voit à quel point les prétentions qui accusent le Mekteb-i Sultani d'avoir été fondé sous la pression de la France sont sans fondement. Les hommes d'État ottomans qui donnaient beaucoup d'importance à l'éducation moderne avaient décidé de fonder cette école de leur propre initiative et n'avaient pas hésité à faire des sacrifices financiers à cet égard.

Avec son inauguration, le Mekteb-i Sultani a été le pionnier dans l'introduction et le développement de l'éducation moderne dans le pays. Par la suite, la qualité de son enseignement a constitué un modèle pour bon nombre d'établissements scolaires. Grâce à cette qualité, l'école avait gagné une bonne réputation et était devenue la « Fenêtre qui s'ouvre vers l'Occident ». L'exemple de Mekteb-i Sultani avait par ailleurs montré également la possibilité de vivre ensemble à partir du moment où les personnes respectent les valeurs des uns et des autres. Une solidarité et un sens profond du partage ont toujours été présents parmi les élèves. Mekteb-i Sultani deviendra le Lycée de Galatasaray lors de l'instauration de la République en Turquie. L'évaluation du fameux historien Bernard Lewis concernant Mekteb-i Sultani a la particularité de résumer le tout : « L'influence du Lycée de Galatasaray était importante pour l'évolution de la Turquie moderne. Au fur et à mesure que le système occidental avait besoin de dirigeants, de diplomates doués et éduqués, les diplômés de Galatasaray allaient être en bonne position pour jouer un rôle dominant sous l'Empire ottoman et dans la politique et l'administration de la République turque. Par ailleurs, la plupart des victoires de la Turquie moderne ont été obtenues dans les classes du Lycée de Galatasaray. »

*Yahdettin Engin,

Professeur à l'Université de Marmara



Envie de faire passer une publicité dans nos pages ?
Contactez-nous au 0 216 550 22 50 - 0 533 294 27 09

Bulletin d'abonnement

Pour recevoir chez vous Aujourd'hui la Turquie, veuillez remplir et renvoyer ce coupon à l'adresse indiquée en précisant le nombre d'exemplaires.

11 numéros : 40 € Turquie 50 € Europe 11 numéros version PDF : 25 €

Abonnement de soutien pour les entreprises 11 numéros

Le kit de 30 exemplaires 300 € Turquie 400 € Europe

Le kit de 5 exemplaires 150 € Turquie 200 € Europe

Prénom : _____ Nom : _____

Adresse : _____

Ville : _____ Code postal : _____ Pays : _____ No de téléphone : _____

Fax : _____ Email : _____

Date : ___/___/___ Signature : _____



Gratuit pour chaque abonnement et renouvellement

Mode de paiement pour la Turquie (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de Bizimavrupa Yay. Ltd)

- virement Yapi Kredi (no de succursale : 0217-0 Moda İstanbul

no de compte en euros : 3005115; en YTL : 60825808)

Bizimavrupa Yayıncılık Ltd. - Moda Cad. No:77 D.3 - 34 710 İstanbul - Turquie

Tél: 0 216 550 22 50 - Fax: 0 216 550 22 51 - Email: alaturque@gmail.com

Mode de paiement pour l'Europe (rayer la mention inutile) :

- chèque (à l'ordre de CVMag)

- virement bancaire à l'ordre des « Editions CVMag » - Crédit Lyonnais

no de compte 30002 Paris Bonne Nouvelle 00467 0000445120G

Les Editions CVMag 37 rue d'Hauteville 75010 Paris - France

Tél. 01 42 29 78 03 - Fax: 01 42 29 54 20 - Email: alaturque@alaturque.com

alt 24

Un haut lieu des meilleures formations commerciales à Istanbul



Ateş Vuran

L'Université de Commerce d'Istanbul forme chaque année des centaines de jeunes diplômés brillants et qualifiés. Elle assure une excellente qualité de formation et c'est d'ailleurs pour cette raison que le nombre d'élèves et le taux de fréquentation ne cessent d'augmenter. Nous avons rencontré son directeur, Monsieur Ateş Vuran, qui nous a parlé des atouts et de la particularité de cette université d'affaires.

Pouvez-vous nous présenter l'Université de commerce d'Istanbul ?

Il s'agit d'une université différente et particulière qui a été fondée en 2001. Notre modèle est celui de l'Académie des sciences économiques et commerciales d'Istanbul fondée avant 1981. En France, il existe des «Grandes Écoles» bâties sur le même modèle. Ces dernières sont des établissements très cotés et ont un statut encore plus prestigieux qu'une université. L'une de ces grandes écoles est l'École des hautes études de commerce. Notre université est très prestigieuse et sélective car elle accepte très peu d'étudiants et prend comme exemple cette École des hautes études de commerce. Mon mentor était le professeur Dr İsmail Özarlan, qui était secrétaire général de la Chambre de commerce d'Istanbul, il y a 6 ans et qui a par ailleurs été mon professeur. Mais le nombre d'étudiants que nous avions prévu pour les cinq années a été atteint dès la fin de la deuxième année. Il existe à présent près de 5 000 étudiants et notre taux de fréquentation est de 95 %. De ce point de vue, nous sommes placés au troisième rang parmi les universités fondées dans le cadre d'une fondation. Nous pensons que nous offrons l'une des meilleures formations commerciales.



Lorsque l'on parle d'Université de commerce, cela donne l'impression que cette dernière dispose d'une formation essentiellement orientée vers l'économie et la gestion... Non pas du tout. En Turquie, l'enseignement supérieur est sous le contrôle et la tutelle du YÖK (le Conseil de l'enseignement supérieur). Selon la législation, une faculté de Lettres doit exister au sein de chaque université. Nous avons prioritairement fondé la Faculté des sciences commerciales et celle d'économie et de gestion. Nous sommes une université comprenant 5 facultés, 3 instituts et une école supérieure en plus de notre Faculté de communication, génie et droit.

On dit que les universités liées à une fondation ne sont pas très sélectives lors de la sélection des étudiants. Qu'en pensez-vous ?

Ceci n'est pas vrai car la sélection ne dépend pas de nous. Les étudiants sont placés selon le système d'ÖSYS (examen de sélection et de placement des étudiants). Par ailleurs, l'examen d'aptitude se réalise de façon extrêmement sérieuse dans cette université et un grand nombre de critères sont pris en compte.

Comment se passent les stages ? Je crois que vous travaillez avec la Chambre de commerce ...

L'ensemble de nos étudiants sont obligés de faire un stage. Ces stages sont de 90 jours pour le département du génie et de 75 jours pour les autres départements, tous ces stages étant des stages sérieux, que la Chambre de Commerce organise pour une bonne part. D'autre part, nous possédons un centre de carrière qui négocie des contrats de stages avec un nombre important d'établissements du secteur privé et du secteur public et qui oriente nos étudiants.

75 et 90 jours ne sont-ils pas des périodes insuffisantes ?

Les stages en France durent entre 6 mois et 1 an... C'est juste, mais comme vous le savez, d'après les règlements du YÖK, nous devons obtenir un certain nombre d'heures de cours. Ceci était à l'ordre du jour également dans une réunion à laquelle j'ai participé à Paris. L'idée de travailler au sein des organisations non gouvernementales avait été avancée après avoir suivi deux années d'études. Des décisions similaires fermes à cet égard n'ont pas encore été prises par l'UE mais certaines

études sur ce sujet vont être mises au point avec le temps. Malgré tout, l'enseignement supérieur est considérablement satisfaisant. Vous pouvez en être sûr.

À votre avis, les universités liées à une fondation qui vont s'ouvrir causeront-elles une inflation ?

Je pense que oui, car vous savez qu'il existe deux types d'universités liées à une fondation : les universités des institutions comme la nôtre et les universités privées. On a fini par considérer les étudiants des universités de fondations comme des clients et cela nous contrarie car ils sont tous nos enfants et nous ne pouvons pas envisager une telle distinction. En cas d'inflation, la qualité va se dégrader et la concurrence ne jouera plus. Pourquoi avons-nous atteint un taux de fréquentation de 95 % ? Nous avons atteint ce taux parce qu'un produit de qualité trouve toujours une place sur le marché tandis qu'un mauvais produit n'engendre pas de demande.

Les universités de fondations s'installent de plus en plus en dehors des centres-villes. Vous, vous vous situez dans le centre-

ville. À votre avis, l'université doit-elle être à l'intérieur ou en dehors de la ville ?

Il existe deux sortes d'universités : l'université en ville et l'université en campus, toutes les deux étant de type américain. Le but de notre création est d'être au sein du commerce et c'est pourquoi nous sommes à Eminönü, dans une université située en pleine ville. Nous allons également fonder à longue échéance un campus. Néanmoins, le monde s'oriente désormais vers des universités en ville car l'éducation doit être offerte au cœur de la vie. Il faut que la Faculté de droit puisse entretenir des liaisons étroites avec les tribunaux et que les Facultés de génie aient des contacts réguliers avec les établissements industriels. De plus, il faut que nos professeurs transmettent cette relation à nos étudiants et c'est la raison pour laquelle nous donnons de l'importance à cela.

Les professeurs d'université ont-ils le temps de réaliser des recherches ?

La Turquie n'est pas gâtée à ce propos. En Europe et aux États-Unis, un membre du corps professoral dispose de périodes durant lesquelles il peut réaliser ses recherches à l'extérieur de l'université alors que ceci ne peut malheureusement pas se faire de façon légale dans les universités turques. Naturellement, nos professeurs d'université écrivent des articles, cependant, il existe des critères d'indice de popularité qui sont mal saisis. L'un des critères est l'indice dit de « Science situation index » selon lequel nos professeurs d'université doivent formuler une demande accompagnée de leurs articles qui ont été publiés. Cela ne pose pas de problème pour les départements des Sciences appliquées et de Médecine, mais une telle possibilité n'existe pas du côté du département des Sciences sociales, c'est pourquoi on parle d'une double ségrégation. Le fait de savoir à quel point le critère de Science situation index est équitable est discutable.

Un génocide sans auteur



*Haydar Çakmak

Dans la guerre ethnique qui a eu comme conséquence la dissolution de la Yougoslavie, huit mille Bosniaques musulmans avaient été mitraillés à Srebrenitsa pour la seule raison qu'ils étaient Bosniaques. Selon la justice internationale et l'usage local, ceci est considéré comme un génocide. Le siège de la justice internationale des Nations unies à La Haye reconnaît cet acte comme un génocide mais ne dit rien sur le coupable, ce génocide est donc d'auteur inconnu. Les auteurs du génocide ont même filmé l'acte mais les juges ont eu du mal à en croire leurs yeux.

Étant donné que les Serbes et les Bosniaques se ressemblent physiquement, il faut s'estimer heureux que les juges n'aient pas déclaré les Bosniaques coupables et victimes en même temps. Les juges sont tellement habiles qu'ils ont réussi à utiliser une loi, qui à elle seule, protège les Serbes chrétiens. Ils ont fait le bonheur de beaucoup de pays, tout d'abord de la Russie, en réussissant à imposer une loi qui empêche les familles musulmanes d'ouvrir un procès pour dédommagement en Yougoslavie et ont ainsi ouvert la porte de l'UE à la Yougoslavie. Le chrétien le plus savant au monde ne peut expliquer ce genre de décisions au musulman le plus disposé à l'entendre.

L'Irak

Depuis 2003, on tue juste à côté de nous près de 100 personnes par jour. Il va de soi que les intérêts, les justifications économiques, les plans, les politiques et les stratégies existants ne sont pas les bons. Ce ne sont tellement pas les bonnes choses à faire que les gens continuent de tuer et d'être tués. Nous connaissions la patience et la sourde oreille des Arabes mais, aujourd'hui, nous constatons que les Américains et les Anglais agissent, eux aussi de la sorte.

Violer des femmes pour la seule raison qu'elles ne sont pas de la même religion, tuer des gens innocents, poser des bombes sur les marchés ou sur les lieux de culte ne sont pas des actes que des personnes normales, morales et saines peuvent accepter. Ce qui se passe entre les Irakiens est inhumain et primaire. Les coupables sont directement les États-Unis et la Grande-Bretagne, les Arabes sont coupables au premier degré et les pays voisins comme la Turquie, l'Arabie Saoudite, l'Iran et la Syrie sont coupables au second degré. Je me demande combien de temps il faudra encore et combien de personnes devront être tuées pour qu'enfin la conscience collective se mobilise et dise « stop ! » à tous ces horreurs.

Si l'Iran, la Syrie et d'autres pays encore ont des comptes à régler avec les États-Unis ou le Royaume-Uni, il ne faudrait pas qu'ils le fassent à travers les cadavres de la population irakienne innocente. En tant qu'humain, je ressens une peine incommensurable pour les meurtres en Irak et surtout ceux des enfants purs et innocents. Les pays et les personnes concernés doivent impérativement dire « stop ! » à ce drame.

*Prof. Dr. Haydar Çakmak
Professeur à l'Université de Gazi

DROIT À L'ÉVASION ?

oui!

© 2006 Marmara Communication

Turquie Week-end Happy Istanbul ***

229€*

2 nuits en petit déjeuner, vols inclus !

LCC 020 90 2298 - * Prix à partir de par personne, valable à certaines dates. Brochure printemps de 2006. Taxes aéroport et frais de dossier de 67 €, soit un total de 296 €.

dans votre agence de voyages ou
www.marmara.com
0892 161 161 (02,36 47min)

Marmara
Droit au voyage

Propos recueillis par
Hüseyin Latif, Bilge Demirkazan

Relance de la construction européenne

Le Forum de Paris, l'une des plates-formes de discussion du dialogue euro-méditerranéen, a débattu de l'Europe telle qu'elle est aujourd'hui. Dans son allocution d'ouverture, Monsieur Hubert Védrine, ancien ministre français des Affaires étrangères, a présenté les possibilités d'une relance de la construction européenne.

Pour M. Védrine, l'UE est aujourd'hui dans un tel état d'incertitude que nous avons besoin de mieux comprendre les tenants et les aboutissants de ce qui apparaît comme une panne pour mieux discerner les voies de l'avenir. Il rappelle que ce sont les États-Unis qui ont poussé les pays d'Europe de l'Ouest à travailler étroitement ensemble, ce à quoi, au sortir de la guerre, les populations n'étaient pas disposées, même si quelques esprits tournés vers l'avenir y étaient prêts. Ce n'est pas « l'Europe qui a fait la paix », mais bien la paix et la menace soviétique qui ont permis d'enclencher la construction européenne. Réaliser un marché commun était, aux yeux des six fondateurs, le meilleur moyen de l'unification. Ce processus était démocratique, puisque mené par des gouvernements élus et ratifiés par des parlements, mais il était conçu par un groupe si restreint qu'on a pu parler de « despotisme éclairé ». C'était le cas à l'époque de Giscard-Schmidt et c'était encore vrai dans la seconde période. Les élites deviennent lyriques sur l'Europe quand les peuples commencent à céder de leurs

prérogatives. Certains commencent même alors à parler de « déficit démocratique » ce qui est à la fois faux – ce sont bien des gouvernements démocratiques qui décident – et vrai – les citoyens se sentent dépossédés car il leur semble que ceux pour lesquels ils votent n'ont plus de pouvoir et parce que le Parlement européen ne parvient pas à remplacer les démocraties nationales. Le président Mitterrand prend le risque d'un référendum pour préserver le traité de Maastricht et son cœur, une monnaie unique, de toute remise en cause ultérieure. Le jour où il annonce sa décision, il me dit : « Cela sera dur, mais cela passera ». Cela passa à 1% près, ce dont on aurait dû se souvenir treize ans après. Dans les années qui suivent Maastricht, au lieu de répondre aux attentes concrètes exprimées par les peuples de l'Union, les gouvernements européens s'assignent comme priorité absolue l'entrée dans l'Union de douze candidats d'Europe centrale et orientale. Pour M. Védrine, aujourd'hui le problème n'est pas le clivage entre pro et anti-européens mais plutôt les divergences portant sur plusieurs points d'avenir essentiels. Les désaccords paralysant les Européens portent essentiellement sur l'identité de l'Europe, sur son rôle dans le monde et, dans l'immédiat, sur les institutions européennes. Concernant l'identité et les frontières : l'Union à 27 négocie actuellement avec la Turquie, la Croatie et la Macédoine. Au-delà, le désaccord reste entier. Aujourd'hui, presque tous les États membres acceptent la nécessité d'une « pause » dans l'élargissement mais la question n'est pas tranchée dans son principe. Concernant le degré d'intégration politique et le rôle de l'Union dans le monde, là aussi des désaccords persistent et il n'y a pas de réel consensus entre les Européens. Mais,

selon Hubert Védrine, le véritable blocage porte sur les perspectives institutionnelles : il mentionne alors les différentes propositions de relance de la construction européenne. On trouve d'un côté ceux qui prônent le statu quo institutionnel, pensant que l'Europe peut fonctionner avec le Traité de Nice et qu'il est même possible de lancer de nouveaux grands projets dans ce cadre. C'est ce que M. Védrine nomme : « l'Europe des projets », coopération renforcée dans la zone euro, projets intergouvernementaux à géométrie variable. De l'autre côté, figurent ceux qui prônent une réforme institutionnelle ; parmi ceux-là, on trouve d'abord ceux qui espèrent que le traité constitutionnel pourra être ratifié. Espoir vain d'après M. Védrine pour qui il n'y aura pas de nouveau vote, ni en France ni aux Pays-Bas. Viennent ensuite ceux qui veulent faire ratifier par les parlements des pays qui ont voté « non » un « petit traité » comportant uniquement des dispositions purement institutionnelles et non controversées du Traité constitutionnel non ratifié. Cette proposition de M. Sarkozy n'est pas si simple d'après M. Védrine. En effet, tous les États ne sont pas d'accord sur ce qu'il faudrait garder ou retirer du traité constitutionnel ; ainsi, Mme Royal propose d'y ajouter un « protocole social ». On se trouve alors face à une vraie renégociation et au problème de sa ratification. Et enfin, il y a ceux qui estiment nécessaire de négocier un vrai nouveau traité institutionnel. Pour Hubert Védrine, le seul moyen de sortir de ce labyrinthe est que l'Allemagne propose au Conseil européen de juin la négociation relativement rapide, par une conférence intergouvernementale aussitôt réunie, d'un traité simplifié qui conserverait la « substance » du Traité constitutionnel. Pour l'Allemagne, cela consisterait d'abord en la double ma-



Hubert Védrine

jeurité (le calcul démographique la faisant passer de 9 à 18 % des voix), la présidence durable du Conseil, un ministre européen des Affaires étrangères, des principes généraux de répartition des compétences dans l'Union et la Charte des droits fondamentaux. Cette négociation est censée aboutir au plus tard fin 2008 sous la présidence française. D'après Hubert Védrine, c'est sans doute la proposition allemande qui fera consensus et il ajoute : « Quelle que soit la voie empruntée, une incertitude persistera sur la ratification de cet éventuel petit texte, car aucun des scénarios n'est assuré de réussir sans préparation adéquate ». Pour conclure, M. Védrine est convaincu que les opinions française et néerlandaise seraient plus réceptives à une relance institutionnelle si elles étaient rassurées auparavant quant à la non-poursuite, en tout cas pour le moment, d'élargissements nouveaux. Et que l'opinion européenne, dans son ensemble, comprendrait mieux l'utilité de cette réforme institutionnelle si elle apparaissait indispensable à la mise en œuvre de nouvelles politiques ou de nouveaux grands projets européens.

Propos recueillis par
Mireille Sadège

Erol Eren : organisateur chevronné des congrès de stratégie de management



Combien de fois avez-vous présidé le Congrès de stratégie ?

J'ai présidé le premier congrès à Çanakkale avec Ali Akdemir. Le deuxième s'est déroulé à Istanbul et je l'ai présidé tout seul, Ali Akdemir et Oya Erdil étant les vice-présidents. Celui-ci est le troisième et va se dérouler de la même manière, mais cette fois à Antalya. Le congrès de l'année dernière s'était tenu à Istanbul et le prix d'entrée, assez cher, n'avait pas empêché les gens d'assister car nous étions très nombreux. Les discours avaient un très bon contenu et nous avons envoyé aux juges bien plus que le résumé du congrès. Bien sûr, cela n'a pas facilité la tâche des juges mais, cette année, nous allons demander un résumé plus détaillé, qui fera environ quatre pages. Cette année aussi, nous allons faire une évaluation et une élimination très pointues. Les juges chargés d'évaluer et d'éliminer vont choisir les informations de qualité.

Y a-t-il une date limite pour l'envoi des résumés ?

Oui. Nous avons choisi la date butoir de la mi-février, mais nous pouvons si nécessaire la prolonger de dix jours.

Quels sont les invités de ce Congrès ?

Deux orateurs renommés chacun dans sa branche s'exprimeront sur le thème principal. De même, une conférence sur l'importance croissante de la direction stratégique sera donnée et l'un des intervenants pour ce thème sera Mme Kathleen Marshall Park. Nous pourrions aussi écouter un professeur du MIT (Massachusetts Institute of Technology) et nous sommes encore en cours de discussion avec d'autres professeurs pour pouvoir compter sur leurs interventions.

Est-ce intéressant d'organiser ce congrès à Antalya ?

Bien sûr, c'est la meilleure saison d'Antalya et les participants pourront profiter des activités touristiques.

Nous voyons d'habitude des personnes assez jeunes dans ces congrès et un peu moins de personnes expérimentées...

Les jeunes sont, bien entendu, plus motivés. La moyenne d'âge est de 35 ans, mais cela ne veut pas dire que nous ne voyons nullement des personnes plus âgées. L'année dernière par exemple, la moyenne d'âge des étrangers était d'environ 60 ans.

Avez-vous une idée du nombre de participants ?

Je ne peux rien vous dire pour l'instant car nous n'avons pas choisi définitivement les rapports, mais je pense que nous retiendrons une centaine de rapports. Nous avons reçu 90 rapports au premier congrès et 70 au deuxième.

Qui sont les sponsors ?

TÜBITAK et l'Université de Beykent. Nous

ne voulons pas avoir beaucoup de sponsors car il n'est pas très agréable de faire pression pour obtenir des aides financières.

Trouvez-vous qu'il soit logique que les universités turques organisent leurs congrès à l'étranger ?

Pourquoi pas ? Le plus important est que les gens puissent s'y rendre sans trop de difficulté. Pourquoi ne pourrait-on pas organiser un congrès en association avec une université européenne ? On pourrait en discuter pour les prochaines années, mais les Turcs qui vivent aux États-Unis voudront aussi y participer. En Turquie, il y a beaucoup de personnalités que les Turcs vivant aux États-Unis connaissent bien. Il est donc préférable d'organiser ce congrès en Turquie.

Quels sont les pays qui ont le plus participé l'année dernière ?

De nombreux participants venaient d'Australie, d'Afrique du Sud, des pays des Balkans, ainsi que de Lituanie ou de Suisse.

Acceptez-vous le français comme langue ?

Non, ni même le Turc ! Tout se fait en anglais.

Voulez-vous ajouter quelque chose au sujet du congrès ?

Je pense que le congrès de cette année va être plus coloré. Nous avons profité du dixième anniversaire de Beykent pour l'incorporer au Congrès. C'est pourquoi nous

aurons plusieurs participants de l'Université de Beykent et l'ambiance sera un peu plus festive. De plus, la participation est seulement de 56 euros tout compris, ce qui est un montant très honnête pour la saison. L'hôtel Antalya Dedeman nous a fait un bon prix. Nous pensons aussi aux jeunes participants et assistants qui ont des budgets limités.

Propos recueillis par
Hasan Latif



www.beykent.edu.tr

<http://web.gyte.edu.tr/ismc>

21-23 Juin / Dedeman Antalya

Coup de pouce au lobbying turc

La société Serenus Conseil, implantée à Ankara, est un cabinet de conseil en stratégie de crise et d'influence. Nous avons voulu en savoir plus sur les activités de Serenus Conseil et c'est le Directeur du bureau d'Ankara, M. Bertrand Viala, qui a bien voulu répondre à nos questions.

Pouvez-vous nous expliquer vos activités ?

Le but de Serenus est de maintenir le lien avec leurs partenaires économiques. En tant que société, nous essayons de montrer que nous sommes responsables et nous pensons que les gens qui veulent travailler en Turquie sont responsables des relations franco-turques car ce sont eux qui les portent. Quand la société est en danger, il faut la défendre et c'est ce que nous essayons de faire en générant un mouvement, si possible auprès des partenaires turcs, pour mieux organiser le lobbying en Turquie. C'est très ambitieux et nous essayons de voir les gens, de proposer des solutions et des idées qu'il faut mettre en avant et nous sommes donc en partenariat avec la Turquie pour trouver des solutions communes. Aujourd'hui, nos activités couvrent 17 pays. Vous savez, le lobbying ne se fait jamais tout seul et c'est une question de relations, d'entente et de confiance. Mais il est vrai que notre activité est très nouvelle en Turquie.

Qui est dans le capital de l'entreprise Serenus ?

Nous dépendons financièrement d'un holding qui se situe au Luxembourg ainsi que d'entreprises, essentiellement privées, et d'autres personnes situées à l'étranger et notamment en Suisse. Mais l'essentiel du capital reste français.

Vous dites : « La France n'a pas de raisons objectives de ne pas aimer la Turquie »

Oui, et je le maintiens. Premièrement, la relation entre la France et la Turquie est très ancienne et date de François 1^{er}, c'est un fait historique. Après la Première Guerre mondiale, la France n'a jamais été en conflit ouverte avec la Turquie et nos pays n'ont jamais connu de relations coloniales et d'hostilité comme ce qui s'est passé entre la France et l'Algérie par exemple. La situation que nous vivons actuellement me semble totalement irrationnelle. La Turquie s'est trouvée teintée d'orientalisme car la Turquie, c'était un fantasme, c'était l'Orient, Istanbul, les Ottomans, dans lequel les gens aiment bien s'enfermer parce que ça fait rêver et en même temps parce que ce qui est exotique est différent.

Malheureusement l'orientalisme a eu un très mauvais ressenti en France parce qu'elle a beaucoup été marquée par les relations coloniales avec les pays du Maghreb et cette vision-là empêche de considérer la Turquie de façon objective. C'est-à-dire qu'on ne reconnaît pas à un Turc une identité proche de celle qu'a un Grec par exemple alors que les cultures de la Turquie et de la Grèce sont très proches. Tout cela parce que la Grèce n'a pas été soumise à cette influence.

Ensuite, quand on parle d'orientalisme, on pense forcément à l'Empire ottoman, à la

fin de cet empire et aux événements fâcheux qui y sont liés. Quand on a cette obsession permanente « Pierre Lotiste », on ne peut pas sortir du débat de 1917, on ne peut pas, parce qu'on regarde la Turquie comme celle de cette époque alors qu'il n'en est plus rien. C'est comme si les Turcs ne regardaient la France que comme celle de Louis XIV. C'est tout aussi injuste à mon sens.

Que pensez-vous des difficultés qu'ont connues les entreprises françaises par rapport à cette crise ?

Il est indéniable qu'elles ont subi des pressions. Je sais, par contre, que des mouvements de boycott ont été abandonnés. Mais il y a une réalité économique aujourd'hui : ces entreprises se sont complètement turquisées et font partie du paysage turc. Elles ne sont pas que françaises, elles sont turques, elles fournissent des emplois à la Turquie. Avant la crise, il n'y avait aucune raison de se livrer à un tel boycott. De plus, je ne sais pas si cela était la meilleure façon de réagir. Il aurait fallu trouver une attaque beaucoup plus stratégique et prouver que la partie adverse n'avait pas raison. En France, à part des manifestations, on n'a pas vu de grands intellectuels nous dire : « Mais non, attendez ! Regardez nos sources, nos archives... »

Peut-on dire qu'il y a un filtre médiatique en France ?

Oui. Comment un journaliste français qui ne connaît ni la Turquie ni le turc peut-il écrire sur la Turquie ? Trouver des sources en français n'est pas chose facile. Moi, par exemple, j'ai eu beaucoup de difficultés à apprendre le turc, non pas parce que le turc est une langue difficile mais parce qu'il y a très peu

d'endroits où elle est enseignée en France. Cela pénalise les gens qui sont prêts à écouter et à faire des recherches dans



Bertrand Viala

la langue. De plus, ils vont avoir du mal à trouver une source en turc et vont donc se rabattre sur une source qui a déjà été filtrée par quelqu'un d'autre. Peut-être n'a-t-on pas ce problème en anglais, mais en français on manque beaucoup de sources.

Et la candidature de la Turquie à l'UE dans tout cela ?

Cela ne change pas forcément les relations entre la France et la Turquie. Cela a juste permis, malheureusement, d'instrumentaliser ces questions-là et de les grossir. Le déséquilibre existe et il est profond puisqu'il y a une mésestimation, voire de l'hostilité, de la France vis-à-vis de la Turquie. Maintenant, le fait de l'élection présidentielle en France et des débats sur l'Union européenne, tout cela crée une concentration de problèmes autour de la Turquie qui devient une proie facile. Et je dis bien une « proie » car la Turquie ne peut pas se défendre dans ces cas-là. Mais elle est aussi une « proie facile » pour des orateurs qui ont un peu envie de briller et de gagner des voix.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Müge Gürs

Dole

La Passion du Fruit au service de la Communauté

everfresh

www.everfresh.com.tr

Gökşin Sipahioğlu : l'homme des instants immortalisés

Nous devons constituer un lobby proturc formé de Turcs mais aussi de Français turcophiles.



Gökşin Sipahioğlu

Gökşin Sipahioğlu est l'une des grandes figures du photojournalisme et fondateur de l'agence de photo SIPA qu'il a créée en 1969 peu après son installation à Paris. La crise des missiles de Cuba, les événements de mai 1968, la Chine maoïste, la guerre du Sinaï, l'accession de Djibouti à l'indépendance,... peu d'événements ont échappé à son objectif. On dit qu'il est le plus journaliste de tous les directeurs d'agence, jamais à court d'idées, obsédé par la rapidité, débrouillard et qu'il a une conception très pragmatique de la photo.

En effet, pour lui, une bonne photo est celle qui est publiée et de préférence en couverture. Le 19 janvier 2007, Gökşin Sipahioğlu, a été nommé par Jacques Chirac chevalier de la Légion d'honneur. Rencontre avec cet homme hors de commun.

Nous avons rendez-vous avec Gökşin Sipahioğlu dans son appartement parisien. C'est un homme grand, impressionnant, élégant, habillé tout en noir et avec un air presque grave qui nous reçoit. Je voulais l'interviewer sur sa carrière, savoir comment



un jeune reporter sportif passionné de photos était devenu une grande figure de la photo en France et dans le monde. Mais, très vite, je comprends que ce n'est pas de sa carrière qu'il aimerait parler mais plutôt de son pays. Et plus particulièrement de la Turquie dans l'Europe. « Je préfère parler de la Turquie et de ce qu'il faut faire pour son adhésion à l'Union européenne, c'est ça le problème », dit-il.

Pour Sipahioğlu, la Turquie est européenne, il en est convaincu et, pour lui, la question « la Turquie a-t-elle sa place dans l'UE ? » ne se pose même pas, la Turquie est dans l'Europe. Il nous parle d'un livre écrit, il y a cent ans par un ambassadeur roumain et intitulé « 100 projets pour le partage de la Turquie » et ajoute : « cela a été écrit avant le traité de Sèvres, donc 101 projets, ce qui montre l'intérêt de l'Europe pour la Turquie. » À la question « comment expliquez-vous alors l'hostilité affichée à l'égard de la Turquie ? » sa réponse est : cela est dû à un travail de dénigrement de certains,

car il existe dans les médias mais également en politique un puissant lobby qui est opposé à la Turquie, alors que nous, depuis quarante ans, nous n'avons pas réussi à former un lobby turc pour mieux faire connaître notre pays. À titre d'exemple, nous ne connaissons même pas le nombre exact de Turcs ayant le droit de vote ni même de ceux qui sont inscrits sur les listes élec-

torales. Alors que cela est très important, il faut les répertorier et définir avec précision le nombre de Turcs pouvant voter aux

élections. On nous dit qu'il y a environ 350 000 à 400 000 Turcs en France, et c'est tout. Il faut souligner qu'en France les partis politiques ont peu d'adhérents et que si l'on arrive à faire adhérer à un parti un nombre important de personnes, cela peut faire basculer et changer beaucoup de choses. Nous devons constituer un lobby proturc formé de Turcs mais aussi de Français sympathisants de la Turquie. C'est ce que doivent faire les Turcs vivant en Europe et particulièrement en France ; chacun à son niveau doit sensibiliser son entourage sur la Turquie. Ce travail, nous devons le commencer le plus rapidement possible, sinon ce sera trop tard. Rappelons qu'un référendum attend la Turquie une fois qu'elle aura rempli les conditions d'entrée

dans l'UE et nous n'avons pas de temps à perdre, il est impératif de commencer dès maintenant, autrement tous nos efforts seront vains. Gökşin Sipahioğlu regrette beaucoup cette absence de lobby proturc, tout comme l'absence d'une communication efficace concernant l'image de la Turquie vers le monde extérieur, ce qui nuit terriblement au pays. Pour Sipahioğlu, la Turquie doit arrêter d'ignorer les questions qui posent problème, elle doit communiquer et apporter des éclaircissements permettant de dissiper beaucoup de malentendus. À la question « comment faut-il procéder à cette sensibilisation de l'opinion européenne ? » Gökşin Sipahioğlu nous répond : commençons par inviter en Turquie des élèves et des étudiants français, y compris des Arméniens de France, pour qu'ils découvrent la Turquie telle qu'elle est et non pas au travers de préjugés. De plus, il faut contribuer à une meilleure

diffusion d'informations positives concernant la Turquie car, même dans la presse française, on peut lire de nombreux articles favorables à la Turquie, mais beaucoup de gens les ignorent ; il faut alors les diffuser par Internet ou bien les regrouper sous forme de livres. Il faut aussi

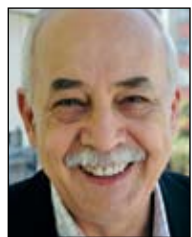
faire venir à Paris des chefs cuisiniers turcs afin de former véritablement les cuisiniers des restaurants turcs. La restauration est très importante, c'est une formidable vitrine pour un pays comme la Turquie. Dans un pays de gastronomie comme la France, il n'est pas normal qu'il n'y ait pas de restaurant de très haute qualité représentant la gastronomie turque. Et enfin, il faut développer le tourisme en incitant davantage de Français à voyager et à découvrir la Turquie. Car une fois qu'ils auront véritablement découvert la Turquie, ils n'iront pas voter contre elle.

Comme on le voit, Gökşin Sipahioğlu souhaite réellement travailler à promouvoir l'image de la Turquie et trouver des personnes pouvant l'aider à atteindre cet objectif.

*Propos recueillis par
Mireille Sadège*



Le football turc a du souci à se faire



*Kemal Belgin

football et un chaos concernant les points à cause des trois entraîneurs étrangers qui accumulent les fiascos dans leur travail. Lorsque cela se répercute sur l'équipe nationale, les personnes qui s'investissent dans le football du pays tremblent de peur. La disparition de l'équipe nationale de la Coupe d'Europe est aussi redoutée par beaucoup. En gros, tout le football turc est dans une situation inquiétante.

Le Français Jean Tigana de Beşiktaş, le Belge Eric Gerets de Galatasaray et le Brésilien Arthur Nunes Coimbra, dit Zico, ont été, à une époque, de grands footballeurs dans leurs équipes respectives et dans leurs

équipes nationales. Tigana, avec l'équipe de France, avait connu la victoire au Championnat d'Europe (en 1984) et la troisième place au Mondial (en 1986). Quant à Gerets, il avait joué avec son équipe belge la finale du Championnat européen de football. Zico, lui, n'a pas eu la chance de connaître un tel succès international, mais il a longtemps figuré parmi les dix meilleurs footballeurs du monde.

Aujourd'hui, nous constatons que ces trois entraîneurs d'équipes turques de football se disputent la place de plus mauvais entraîneur. Tigana, lorsqu'il dirigeait l'équipe de Beşiktaş, lui a certainement fait perdre le plus grand nombre de points de son histoire, par exemple en enlevant Keleşon de l'équipe à cause de ses caprices. Tandis que plusieurs jeunes comme ce dernier ont été gâchés pour rien, il a aussi gaspillé les talents de certains d'entre eux en prenant le risque de les faire jouer à des places dont ils n'avaient pas l'habitude. Gerets a, certes, vécu une victoire en championnat dès sa

première saison, mais il la doit surtout à la chance et à Fenerbahçe, son rival éternel, qui n'a pas pu marquer un seul but lors du dernier match.

La vérité est apparue lors de la saison suivante, c'est-à-dire celle-ci. Galatasaray regrette avec nostalgie les jours où l'équipe gagnait deux matchs consécutifs. Dans cette équipe, le futur des jeunes qui jouent sous l'ombre des anciens est aussi menacé. Suite à un match perdu, Gerets, qui n'arrête pas de s'opposer à la direction du club, joue une tragi-comédie en utilisant chaque fois une expression locale de son pays.

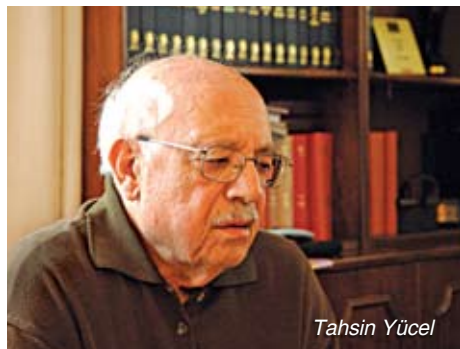
De son côté, Zico semble écrasé par le poids de Fenerbahçe. Il favorise clairement les joueurs de son pays et se comporte comme un nationaliste extrémiste, suite au conflit permanent l'opposant à son concitoyen Aurelio après sa naturalisation lui permettant de jouer dans l'équipe de Turquie. On a du mal à croire qu'il s'agit du même Zico, qui était un très bon footballeur, quand on le voit s'empêtrer dans les problèmes lors

des changements de joueurs, de l'analyse des matchs et de la formation de la bonne équipe.

Voilà comment est entraîné aujourd'hui le football turc, lui qui a fini troisième de la Coupe du Monde en 2002. Le Directeur technique de l'équipe nationale, Fatih Terim, qui compose, tous les ans, l'ossature de l'équipe nationale a désormais du mal à trouver des joueurs dans ces trois équipes. Si l'on ajoute à cela la nouvelle possibilité de faire figurer six joueurs étrangers, l'équipe nationale est désormais constituée de joueurs inexpérimentés qui n'ont jamais réussi à atteindre un tel niveau et qui avaient peu de chance de l'atteindre un jour. La seule solution est de prendre des joueurs qui sont nés à l'étranger, qui ont vécu là-bas et qui ont déjà joué dans leur pays. On se demande si nous allons enfin voir un jour les entraîneurs de l'élite du football turc être remplacés par des personnes qualifiées.

** Kemal Belgin, journaliste et
enseignant à l'Université de Marmara*

Tahsin Yücel : un orfèvre du juste mot



Tahsin Yücel

On dit que dans vos écrits, vous faites le procès des injustices. Pourquoi n'y a-t-il toujours pas une dimension de pure liberté en Turquie ? Pouvez-vous évaluer les notions d'État et de justice dans le pays ?

On peut dire que nous avons énormément progressé dans la démocratie et dans la liberté de la presse et que nous avons presque rattrapé l'Europe. Mais à côté de cela, il existe encore des petits calculs qui montent à la surface. Les gens ne s'approprient pas totalement la notion de démocratie. Ceux qui défendent la démocratie peuvent être les militaires par exemple et les Occidentaux ont vraiment du mal à comprendre cela. Le 27 mai a, en fait, été un retour à la démocratie. En Turquie, les personnes n'arrivent pas vraiment à se positionner, justement à cause de ces petits calculs. Par exemple, un individu qui se dit de gauche demande le vote des islamistes et, avec ce mauvais calcul, il annule mon vote, sans pour autant rien obtenir des islamistes. Le barrage des 10 % dans les élections est une chose insensée et il n'est pas acceptable d'obtenir 60 % des

sièges en ayant recueilli 30 % des voix. Cela n'est pas de la démocratie. Peut-être ne pensent-ils pas que cela puisse changer un jour ou, au contraire, peut-être que ça l'arrange, mais l'UE ne fait rien pour changer cela. Ni l'AKP, ni le CHP ne veulent que ce système de barrage change. Tout le monde fait des petits calculs et se dit : « Ça peut me servir un jour ».

Est-ce que cela se fait seulement dans notre pays ?

Ça existe dans d'autres pays, mais n'est pas exagéré à ce point. Car toute chose a une mesure et un politicien ne doit pas pouvoir changer de camp aussi facilement. Nous pouvons voir, dans d'autres pays, des politiciens qui démissionnent pour avoir commis une faute, voire qui se suicident. Ici c'est tout le contraire. Le politicien turc dit : « J'ai fait ça pour mon pays » ou « J'ai des enfants à élever, vous savez... » et, d'un coup, tout se bloque.

Vos œuvres nous font voyager et les dates se confondent. Croyez-vous que l'histoire est intemporelle ?

Sans chronologie, l'histoire serait peut-être un roman. Il y a bien sûr une suite d'événements, mais cela est seulement vu par les individus pris un par un et l'histoire est quelque chose dont l'interprétation change d'un individu à l'autre.

Vous êtes né en 1933. Si je vous demande de citer une date importante, quelle serait-elle ?

Dans ma vie, 1945 est une date importante. C'est l'année où j'ai réussi au concours d'entrée du lycée de Galatasaray et obtenu

l'obtention d'une bourse. Sinon, j'allais continuer ma vie à Elbistan, arrêter mes études au collège et rester là-bas. 1923 est aussi une date que j'apprécie à cause de la création de la République.

Vous souvenez-vous bien de 1945 ?

Oui, je me souviens. J'étais arrivé à Istanbul à 12 ans, après un voyage de deux nuits et trois jours. Le train était plein à craquer et j'avais une valise en bois. On avait ouvert toutes les fenêtres car il faisait très chaud et un homme très costaud, responsable de la gare, m'a fait entrer dans le train par la fenêtre et m'a passé ma valise en bois par la même fenêtre en forçant et en poussant les autres passagers.

Pensez-vous que cela nuise à la vente de vos livres ? On est loin des sujets populaires...

Aujourd'hui, nous ne voyons pas du même œil la littérature et les pensées qui se dégagent des écrits. Hier soir à la télévision, une femme écrivain a dit : « On juge toujours mes romans sur une plate-forme politique et il n'existe plus de critiques littéraire en Turquie. » Pour mon roman « Yalan », je sais qu'on a écrit autant de critique que l'œuvre elle-même. Les gens arrivent à séparer ce qui est littéraire de ce qui ne l'est pas. Celui qui trouve qu'un écrit politique lui convient fait l'apologie de cet écrit et, si ça ne lui convient pas, il le critique. Mais la littérature à une place à part et je ne m'en plains pas.

Utilisez-vous au quotidien le langage et les néologismes que vous utilisez dans vos œuvres ou pensez-vous qu'il faut absolument suivre les règles de l'Académie de la langue turque, (TDK) ?

Vous savez que, depuis le 12 septembre, le TDK n'existe plus. On l'a fermé, on l'a anéanti, détruisant en cela l'héritage d'Atatürk et les politiciens sont restés muets. Seulement, Erdal İnönü avait organisé une réunion à Taksim après le 12 septembre et avant les élections qui allaient suivre, réunion à laquelle nous assistions tous, y compris Oktay Akbal et Salah Bırsel. Lorsqu'Erdal est venu à notre table pour prendre notre avis, je lui ai dit : « Nous voulons juste que le gouvernement ne touche pas à notre liberté en tant qu'écrivains. La loi sur les universités et le YOK doivent absolument changer et nous pensons que l'Académie de la langue turque doit aussi pouvoir continuer ses activités. M. İnönü m'a dit que tout cela faisait déjà partie de leur programme et je lui ai répondu qu'il devrait alors en parler dans ses discours. Comme il m'objectait qu'il y avait des priorités dans la vie, ma réponse fut : « Qu'est-ce qui peut bien être plus prioritaire que la protection de l'héritage d'Atatürk ? » Et il finit par dire : « Nous allons nous occuper de cela. » L'ANAP a proposé par la suite que le TDK continue comme avant, mais le ministre de la Justice d'İnönü a alors déclaré : « On cherche à nous faire nous opposer et à casser la coalition. » Pourtant, à mon avis, même Demirel n'aurait pas été contre. Je fais très attention dans l'utilisation des mots turcs et j'utilise très peu de mots d'origine ottomane.

Propos recueillis par Hüseyin Latif, Müge Gürs

La particularité de la presse féminine en Turquie

Comment le statut de la femme turque se reflète-t-il dans la presse féminine ? Nous avons demandé à Asli Yapar, auteur du livre « Les Magazines féminins en Turquie et en France, une étude comparative des revues féminines », ce qu'elle en pensait.



Pouvez-vous nous expliquer l'histoire de la publication des magazines féminins en Turquie ?

Vous savez qu'en France, on utilise le terme magazine pour toutes les revues. Mais

en Turquie c'est différent : en Turquie, comme dans d'autres pays, les magazines ont eu longtemps un contenu scientifique. C'est avec l'évolution de la photographie que la Turquie a connu la publication de « magazines à l'américaine », le premier étant le magazine Hayat. Par la suite, les magazines ont pris un caractère divertissant, laissant de côté le caractère éducatif. À la période du Tanzimat, plusieurs revues avaient pour but l'éducation des femmes. Maintenant, c'est différent : on trouve beaucoup de magazines, mais chacun a un nombre de lecteurs très limité. Ces petits groupes de personnes sont des personnes

indépendantes, qui gagnent plutôt bien leur vie et qui ne correspondent pas à la majorité de la population. Peu de revues s'adressent à la population en dehors de ces petits groupes. Bien sûr, on ne peut pas comparer les magazines aux journaux et ces magazines ne peuvent pas être généralistes, mais on a besoin de diversité. Cependant, du point de vue de la technologie de l'imprimerie, on ne constate pas de différence avec les pays européens, parfois on peut même dire qu'on les devance.

Que pensez-vous du contenu des magazines féminins ?

Le fait que la majorité de ces magazines soient importés de pays étrangers créé aussi un problème et ils ne s'adressent du coup qu'à un petit nombre. De plus, comme les articles sont des traductions, il arrive que la Turquie ne corresponde pas à cette identité.

Est-ce que les magazines féminins contribuent à l'émancipation sociale de la femme ?

Ce genre de magazines existait avant qu'on parle d'émancipation. De plus, aucune revue ne peut changer quoi que ce soit au meurtre de mœurs par exemple. Mais les revues publiées ne peuvent que contribuer à cette émancipation.

Que pensez-vous des célébrités qui publient des magazines ?

Cela n'existe pas en France. En France, vous n'avez pas besoin d'un nom pour vendre une revue. Mais, nous les Turcs, nous n'avons aucune fidélité pour certains magazines, nous n'achetons pas régulièrement le même magazine. Du coup, chacun

essaie d'attirer les lectrices avec une stratégie commerciale. En France, les lecteurs savent très bien le genre de magazine qu'ils vont lire et, en outre, il y a en France des groupes de magazines indépendants. Chez nous, les grands groupes publient des journaux en même temps que des magazines.

Peut-on dire qu'il y a un lien entre les magazines et les droits et libertés des femmes ?

Bien sûr. À l'étranger par exemple, les revues avaient une place parmi les courants féministes. Nous pouvons donner l'exemple de Duygu Asena et de sa revue Kadınca qui était une revue traitant aussi de problèmes sociaux. Or, les revues féminines actuelles comportent des sujets en rapport direct avec le marché de la consommation et non plus éducatifs. On constate la même évolution dans les revues informatives. Lorsque l'on demande aux femmes ce qu'elles désirent lire, elles citent les sujets sociaux, les sujets de santé et autres sujets éducatifs, ce qui n'apparaît que très rarement dans le contenu des magazines les plus vendus. Cela était le cas il y a 5 ans, lorsque je préparais ma thèse de doctorat, et rien n'a changé depuis. Il n'y a aucun changement dans la publication des magazines.

Où en sont les chiffres du nombre d'abonnés ?

Les gens ne s'abonnent pas car la distribution connaît de sérieux problèmes et nos boîtes aux lettres ne sont pas très adaptées pour cela. Par exemple, pour un magazine de télévision qui contient la liste des émissions du mois prochain, il faudrait que les

abonnés reçoivent le magazine pour le 31 au plus tard. Mais il y a toujours du retard et les lecteurs se disent : « Je préfère encore aller l'acheter moi-même ». Pourtant, si le système d'abonnement s'améliorait, la fidélité augmenterait et les magazines gagneraient en qualité.

Quel est le chiffre de vente des magazines les plus vendus ?

On vend au maximum 40 000 exemplaires d'un numéro. Ces derniers temps, les revues ont

baissé leur prix et ont atteint les 100 000 exemplaires, mais les ventes diminuent quand même.

Est-ce que les magazines se vendent d'une façon homogène dans tout le pays ?

Les magazines atteignent tous les endroits où les journaux arrivent mais, bien sûr, les ventes varient selon les régions. Par exemple, on n'envoie pas beaucoup de Marie-Claire à Diyarbakır.

Propos recueillis par Hasan Latif



Éditions Can : La meilleure de la littérature turque



Can Öz

La maison d'édition Can est l'une des plus connues en Turquie. Can Öz, fils du fondateur des Éditions Can, qui succède à son père et est aujourd'hui le directeur général de la maison, nous a fait part des priorités des Éditions Can et de leur place dans le monde littéraire turc.

Vous dirigez la maison d'édition Can, qui est devenue aujourd'hui une marque. Pouvez-vous nous raconter comment vous en êtes arrivé là ?

Je ne suis pas un professionnel des marques, mais je peux vous raconter l'histoire de la maison. Elle a été créée par Erdal Öz qui était un personnage très important dans le monde littéraire. Il était aimé des critiques littéraires, il avait une sensibilité incroyable de la langue turque et c'était un homme qui avait des opinions bien précises, tout comme les autres écrivains de sa génération. Il est important de présenter des caractères précis pour devenir une marque. D'ailleurs, ses opinions politiques ont aussi été constantes durant toute sa vie, mon père a toujours publié de la bonne littérature. Cette constance s'est fait remarquer des autres et nous sommes devenus une marque. D'un autre côté, s'il faut se distinguer des autres, je dois préciser qu'il avait commencé un mouvement réunissant les meilleurs jeunes écrivains de Turquie dans les années 80. Certains d'entre eux sont encore en activité aujourd'hui. Si vous regardez le quart de siècle des Éditions

Can, vous verrez certainement le quart de siècle de la littérature turque. Les Éditions Can, c'est aussi la maison qui a fait découvrir la littérature d'Amérique latine aux Turcs. Le logo et le design des couvertures sont simples et faciles à retenir. On peut dire que la constance que mon père avait durant sa vie s'est reflétée sur la maison.

Peut-on dire que vos sélections rigoureuses dans le choix de la publication aient joué un rôle dans la création de cette marque ?

Être sélectif est une notion très large. Mais l'importance est la constance dans nos sélections. Les Éditions Can ont toujours choisi la meilleure littérature et je pense que le plus important est d'avoir toujours publié des œuvres de qualité. Il est vrai que nous sommes très sélectifs dans le choix de la bonne littérature.

Combien de livres publiez-vous par an ?

Depuis le tout début, nous publions plus ou moins 5 livres par mois. Depuis deux ans, ce chiffre a augmenté jusqu'à 7 ou 8 car le rendement de la maison a considérablement augmenté et nos relations avec l'étranger ne cessent de s'élargir. De plus, les Éditions Can comportent une section Éditions pour enfants qui publie en moyenne 3 livres par mois. Avec la sortie d'autres livres pour des cas spéciaux, nous pouvons atteindre les 14 ou 15 livres par mois, globalement nous avons une publication moyenne de 12 livres par mois.

Est-ce que les livres pour enfants ont une place importante dans le secteur ?

C'est bien entendu un secteur important. Ces derniers temps, plus on s'occupe de l'éducation des enfants, plus l'intérêt pour ce genre de livres augmente. Beaucoup de gens achètent le moins cher des articles pour eux-mêmes mais n'hésitent pas à payer le plus cher pour leurs enfants. On ne peut pas dire que les gens dépensent beaucoup d'argent pour leurs enfants, mais il est clair qu'ils en dépensent plus. Un écrivain peut changer de maison d'édition mais, en fin de compte, les lecteurs suivront toujours l'écrivain. En ce qui concerne les publica-

tions pour enfants, c'est la maison d'édition qu'ils suivront. Il n'y a pas encore beaucoup de retombées économiques dans ce secteur mais ça va venir avec le temps.

Quelle est votre politique de prix ?

Nous avons deux critères auxquels on ne peut renoncer : une bonne langue turque et un contenu correct. En deuxième lieu, nous avons des critères à propos du support : pour la couverture et l'intérieur, nous choisissons le matériau qui souligne le mieux le contenu, mais nous ne choisissons pas le luxe non plus. Lorsque les premières couvertures en carton sont apparues, il y a de cela des années, on a pu accéder plus facilement aux lecteurs. Nous essayons de transmet-

tre aux lecteurs de bons contenus sans les gâcher avec des matériaux qui manqueraient de qualité. Après avoir calculé les coûts, nous essayons de fixer un prix qui conviendra aux lecteurs et qui ne poussera pas la maison

d'édition à baisser sa qualité. Nous essayons de fixer des prix bas, mais ce n'est pas toujours possible.

Est-ce qu'on peut en déduire que vous sortez deux versions différentes du même livre en même temps ?

Oui. De cette manière, les lecteurs ont le choix. Si le lecteur aime beaucoup l'écrivain, s'il veut faire un cadeau ou une collection, il choisira la version avec la couverture rigide.

En Europe, on voit beaucoup de livres de grand format écrits en gros caractères. Est-ce qu'on retrouve ce genre de livres en Turquie ?

Cela ne se fait pas en Turquie. En Europe, ils le font sans être sûrs du succès du livre puis, par la suite, ils le publient en livre de poche. Parfois, l'écrivain peut céder ses droits d'auteur sur le livre de poche à une autre maison. Et si la maison d'édition croit que l'auteur touchera plus de lecteurs ainsi, elle le publie. C'est un système qui coûte moins cher et qui touche un plus grand public. En Turquie, les gens n'ont pas d'argent à dépenser dans les produits de luxe. Nous pensons donc d'abord à fixer un prix qui

puisse être accessible au plus grand nombre de lecteurs.

Combien d'écrivains avez-vous dans votre portefeuille ?

Nous avons 650 écrivains, mais avec ceux qui nous ont rejoints ces derniers mois, on approche des 700.

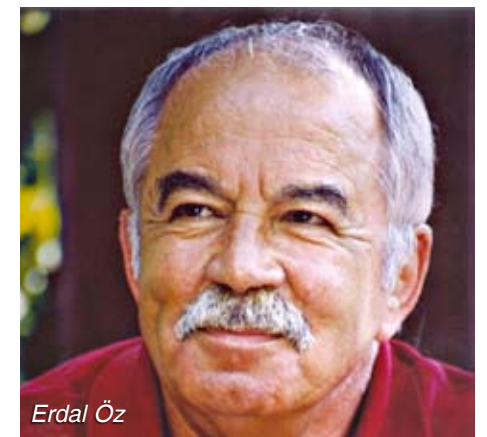
Est-ce que vous connaissez personnellement tous vos écrivains ?

Nous avons à une époque des écrivains qui désiraient rester anonymes comme Kaya Sancar. Il n'est pas possible de rencontrer tous nos écrivains étrangers, mais je connais la majorité de nos écrivains turcs.

Vous préférez publier davantage d'auteurs étrangers...

Lorsqu'on jette un coup d'œil à nos écrivains, on remarque qu'il y a plus d'étrangers. Mais si vous les divisez selon les périodes et les pays, vous verrez que la littérature turque et d'Amérique latine sont majoritaires. Face à la littérature européenne, la littérature turque est encore en majorité mais la littérature française n'est pas plus importante que la turque. Avancer le défi que nous allons publier plus d'œuvres de la littérature turque que d'œuvres du monde entier est un événement qui n'est pas facile à réaliser et qui nécessite beaucoup de recherche. Mais parmi tous les pays de notre catalogue, c'est bien la littérature turque qui est la première sur la liste.

Propos recueillis par Hüseyin Latif



Erdal Öz

Quelle Europe pour quels Européens ?

(Suite de la page 1)

rique majeure est considérée comme allant de soi ou encore face au malaise grandissant que des millions d'Européens ressentent envers le projet européen ? Pour la présidente Vike-Freiberga, l'Europe unie n'est plus juste un idéal lointain, elle est là, partout autour de nous. Elle poursuit : « Nous voulons une Europe différente, délivrée à tout jamais du totalitarisme, de l'impérialisme, de l'expansionnisme territorial et du racisme sous toutes ses formes. Or, cette Europe sûre et prospère à long terme, pouvons-nous vraiment espérer la bâtir ensemble si nous déclarons d'avance que la porte d'entrée de l'UE est maintenant fermée et que nous avons jeté la clef ? Pouvons-nous rester indifférents au sort de nos voisins les plus proches ? Face aux inquiétudes que soulève un monde en changement rapide, certains voudraient se retrancher derrière les remparts d'une forteresse Europe. Une telle attitude défensive ne peut plus suffire à assurer notre avenir en ce début du XXIe siècle. Notre meilleur rempart, ce serait une union forte – une

union des pays progressifs capables d'agir ensemble – pour influencer les événements en tant qu'acteur de premier plan sur la scène politique mondiale. »

Pour la présidente, les principaux problèmes de l'Union sont : une croissance économique trop lente dans plusieurs pays, le vieillissement de la population, d'importantes différences de développement économique et social entre les régions riches et les régions pauvres des États membres, une dépendance énergétique croissante envers des pays tiers et enfin les inquiétudes qu'engendre la mondialisation ainsi que l'élargissement progressif de l'Union. Ces problèmes nécessitent des solutions à long terme ainsi que des investissements considérables sans oublier des mesures qui pourraient s'avérer douloureuses à court terme. La présidente Vike-Freiberga rappelle que la Lettonie et ses voisins ont traversé une longue période de réformes difficiles et incessantes dans les années 90, afin de pouvoir s'adapter aux nouvelles réalités contemporaines. Elle souligne l'im-

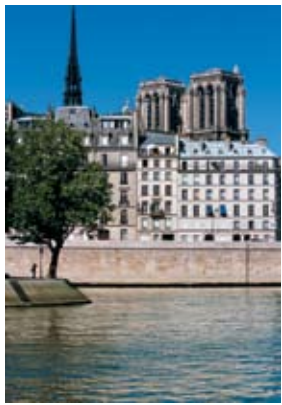
portance de mieux informer les citoyens sur l'UE, afin de leur permettre de s'engager de façon plus active dans le projet européen. Ce qui, par ailleurs, contribuera à mettre fin au sentiment fort répandu que « Bruxelles » est la cause de tous leurs malheurs. Elle insiste en rappelant : « Une position commune de l'Union aura toujours plus de poids que la position isolée de chaque État membre, et c'est une illusion dangereuse que de penser qu'il suffira pour chaque État membre de subvenir à ses propres besoins, sans songer à la situation de l'UE. Aussi, dans un secteur aussi stratégique que l'énergie, il est clair qu'une position commune doit être élaborée dans les négociations entre l'UE et les pays tiers. » La présidente Vike-Freiberga attire l'attention sur une action prioritaire de l'UE dans la lutte contre les inégalités économiques et sociales. Elle précise que la différence entre les régions les plus riches et les plus pauvres était de l'ordre de 1 à 5 dans l'Europe des 15, ce rapport est de 1 à 13 dans l'Europe des 27. Face à ces défis de taille,

l'Europe doit disposer d'institutions fortes qui lui permettraient d'assurer une meilleure capacité d'action. À ce sujet, la présidente rappelle le rôle moteur de la France, depuis toujours, pour l'intégration européenne et elle souhaite que la France continue d'assumer les responsabilités que ce rôle impose.

La présidente Vike-Freiberga conclut ainsi : « Durant les cinquante années écoulées depuis la signature du Traité de Rome, nous avons réussi à surmonter d'innombrables différences nationales, culturelles, linguistiques et religieuses et à faire un atout de notre diversité. Nous avons réussi à nous réunir autour de nos valeurs communes et à établir une identité commune. Je souhaite que nous puissions renforcer cette identité durant les décennies à venir. Les pères fondateurs de l'UE étaient persuadés que, pour affronter les difficultés, il était nécessaire d'avoir une vision autant que du courage. Cinquante ans après, nous ne pouvons faire mieux que de réaffirmer cette conviction. »

Propos recueillis par Mireille Sadège

La Seine, ses bateaux, ses berges, ses ponts, ses promeneurs...



La Seine, longue de 780 kilomètres, fait partie du paysage parisien et coupe Paris en deux, même si la rive droite occupe une place beaucoup plus importante que la rive gauche. Dans Paris, son cours mesure près de 13 kilomètres et elle est traversée par 38 ponts et 4 passerelles.

Il y a encore 60 ans, on pouvait se baigner dans la Seine, même si la baignade est interdite depuis 1923. Le 28 novembre 1988, le maire de Paris, Jacques Chirac, avait proposé de lancer une opération de dépollution de la Seine et promit d'être le premier à pouvoir s'y baigner en 1994, ce qu'il n'a encore pu réaliser à ce jour (2007).

Sur les bords de la Seine, ont été aménagées de nombreuses promenades, ainsi qu'un passage pour

voitures sur les voies sur berge, lieu où se tient chaque année l'opération « Paris-Plage ». Le dimanche, les voies sur berge sont fermées aux voitures et sont donc réservées aux piétons, vélos et rollers.

S'il est une façon agréable de découvrir une face différente de certains monuments de Paris c'est bien en bateau-mouche. C'est la plus agréable façon de découvrir Paris depuis la Seine. Les Parisiens ont l'habitude d'utiliser le terme bateau-mouche, du nom de la Compagnie des Bateaux Mouches qui possède les droits sur l'expression au pluriel.

Pour ce qui est des promenades à pied le long des quais, il sera bientôt possible de parcourir les berges de la Seine sans quitter le bord de l'eau, du parc de Bercy au parc André Citroën. 12 km de promenade sans obstacle, ni voiture. La nuit, cette promenade sera féérique sous les 37 ponts de Paris illuminés. Les berges de la Seine sont classées par l'UNESCO dans le patrimoine mondial.

Les ponts illuminés

Transférés par l'État à la Ville de Paris en 1988, les ponts font l'objet depuis dix ans de travaux de rénovation et de restauration. La politique d'embellissement mise en œuvre actuellement vise à valoriser de jour comme de nuit ce site prestigieux. L'idée générale est donc de donner au site un attrait

nocturne par la mise en lumière des éléments qui illustrent le fleuve en développant les espaces de promenades nocturnes sur les berges et la découverte du site de la Seine depuis le bord de l'eau comme depuis les quais surélevés.

Paris-Plage

Il s'agit d'une opération estivale menée par la Mairie de Paris depuis 2002. Chaque année, entre juillet et août, pendant environ 4 à 5 semaines, sur 3,5 kilomètres, la voie sur berge rive droite et la place de l'Hôtel-de-Ville accueillent des activités ludiques et sportives, ainsi que des plages de sable et d'herbe, des palmiers,... La circulation automobile est interrompue sur cette portion de la voie rapide Georges-Pompidou pendant

la durée de l'opération, de son installation à son démontage.

Crédit photos : l'office de tourisme de Paris



Miniatürk : là où le temps s'arrête



Combien de temps vous faudrait-il pour aller de la mosquée de Selimiye à Edirne jusqu'au palais du pacha Ishak qui se trouve à Dogubeyazit ? Et du monastère de Sümela à Trabzon jusqu'au minaret de Yivli à Antalya ? Oui, ces monuments sont répartis aux quatre coins de la Turquie. Et si on vous disait que vous pouvez les voir tous en une heure ? Et ce n'est pas tout : vous pouvez aussi voir le même jour la maison de Salonique où est né Atatürk et le Mescid-i Aksa qui se trouve à Jérusalem et, qui plus est, l'un à côté de l'autre... Le mausolée de Mevlana à Konya, le mausolée d'Halicarnasse (aujourd'hui Bodrum), Antkabar, la mosquée de Süleymaniye ou bien encore les ruines du Nemrud... Comment ? Aujourd'hui, il existe un endroit à Istanbul où vous pouvez tous les voir : il s'agit du Miniatürk, unique parc miniature de Turquie qui se trouve sur la côte du Haliç.

Le seul parc miniature de Turquie

Le Miniatürk est un pays miniature où sont reproduits les monuments historiques de la Turquie et de son environnement. Au Miniatürk, tout est tellement bien disposé que vous avez vraiment l'impression

de voyager dans le pays d'Est en Ouest, du Nord au Sud. Il est évident que l'on ne ressent pas la même chose que si l'on voyait les sites originaux, mais en voyant les miniatures, vous serez saisi d'une envie d'aller voir les vrais, tout en ayant l'occasion de tous les voir sous un angle tout à fait unique. Par exemple, les coupes de la mosquée Ulu de Bursa s'arrêtent à la poitrine des visiteurs, les minarets de la mosquée de Selimiye ne font même pas 2 mètres, le long chemin des lions du mausolée d'Atatürk ne fait que quelques mètres... Tout est réalisé à l'échelle 1/25 ; les maisons, les séraïls, les mosquées, les lieux de culte, les ponts, les voitures, les trains, les avions, les bateaux, les habitants, les arbres, etc...

« **Qui que vous soyez, quoi que vous soyez, venez !** »

Parmi les œuvres historiques qui se trouvent en Turquie, on trouve également dans le Miniatürk 105 miniatures qui ont été choisies selon leur popularité, leur signification historique et leur possibilité de création. Toutes les œuvres allant de l'époque antique jusqu'à l'Empire de Rome, de Byzance, des Seldjoukides aux Ottomans et ayant laissé des traces sur ces terres,

toutes sont réunies dans ce parc. Symbole de ce multiculturalisme, le mausolée de Mevlana, dont l'appel : « Qui que vous soyez, quoi que vous soyez, venez ! » dure depuis des siècles, se trouve à l'entrée de ce parc. Le Miniatürk dont l'infrastructure a été

planifiée pour accueillir plus de 300 œuvres ne compte pas se limiter à 150. Les autres parcs en miniature à travers le monde, qui ont ouvert leurs portes avec une moyenne de 35 à 40 œuvres, restent modestes à côté du Miniatürk qui, dès le premier jour, comptait déjà 70 œuvres permanentes et une centaine d'autres mobiles. Le Miniatürk est le parc miniature qui a été réalisé le plus vite sur un territoire des plus vastes

Un projet à mission culturelle et sociale

Le Miniatürk qui prend sa force et sa beauté d'une civilisation ancienne de plus de 3000 ans est un parc de promenade très amusant mais aussi un projet à mission culturelle et sociale, permettant aux jeunes générations de découvrir les racines profondes de leur civilisation.

Ce parc, qui est aujourd'hui le premier, s'adresse aux touristes en visite dans la ville d'Istanbul et constitue un endroit idéal pour les personnes qui désirent faire le tour de la Turquie en quelques heures. Le Miniatürk est la vitrine de la Turquie...

Tel: 0 212 222 28 82 Sütluce - Istanbul



Une bataille à gagner d'urgence

L'Europe est culturelle avant d'être politique. Et la politique est influencée par la culture.

Pour avancer dans l'intégration européenne, la Turquie ne peut plus se contenter de ne jouer que sur les canaux de la diplomatie et de l'économie.

Elle doit aussi investir le métapolitique, et pas de n'importe quelle façon.

L'Europe politique est une idée très récente. Victor Hugo avait bien évoqué des « États-Unis d'Europe » au XIXe siècle mais il aura fallu attendre deux conflits mondiaux fous provoqués en son sein, dont elle a été la principale victime, pour que l'Europe apparaisse enfin comme un dessein politique. En fait, l'Europe présente d'abord une figure culturelle au-delà du politique, d'où ces époques fondamentales successives : romane, gothique, de la Renaissance, baroque, romantique, de l'Art Nouveau... ces Europes là, à la géométrie variable, ont bien existé et continuent à vivre par le réseau des connections entre les arts, la littérature, les idées, le style de vie, les valeurs. La plupart des Européens, y compris parmi les élites, n'ont guère les connaissances qu'il leur faudrait pour réfléchir correctement à leur propre culture, mais ils sont sensibles à l'imprégnation laissée par des traces historiques auxquelles ils ne sont plus attentifs.

Le sentiment de l'identité de l'Europe vient en grande partie de là : le voyageur ressent une communauté évidente d'appartenance et une continuité de Londres à Vienne, de Stockholm à Rome, d'Amsterdam à

Berlin. Il l'éprouve de façon nettement plus cryptée dans les capitales de l'ex-Europe de l'Est ou des Balkans (influencées par le modèle ottoman). Mais que ressent-il spontanément à Istanbul ou Ankara ? Simple diversité ou exotisme fabuleux ? Ces villes représentent en fait une synthèse extraordinaire d'Orient et d'Occident, ces deux faces de la préfiguration mythique de l'Europe que fut l'Empire romain. La première association européenne de 1956

était restreinte par force au bastion carolingien et il en est resté quelque chose : l'idée d'une uniformité de style venant réguler la diversité –bien limitée– des origines. Les élargissements suivants se sont plus ou moins bien passés, même l'entrée de la Grèce, qui aurait dû poser problème mais

qui était intouchable du fait de l'héritage antique. L'intégration de la Turquie vu sous cet angle ne se passe pas si facilement, on s'en aperçoit. Certes, ses adversaires composites ont développé une turcophobie aussi inepte que néfaste aux intérêts de l'Europe, mais leur succès vient tout de même d'une vulnérabilité de l'opinion..

La Turquie institutionnelle semble avoir sous-estimé cet aspect en confiant aux lobbings diplomatique et économique et à

certain prescripteurs médiatiques le soin de convaincre les décideurs et les leaders d'opinion. C'est oublier qu'il n'y a plus de leaders, mais des réseaux d'opinion, qui influencent les décideurs. Ces réseaux d'opinion s'adaptent aux perceptions du « grand public ». La touche culturelle, essentielle en Europe, manque donc au rendez-vous.

On se récriera : nombre d'expositions, de manifestations, de concerts, de festivals de films etc. ont été organisés en Europe. Mais, sans même discuter si elles sont en nombre suffisant, le problème concerne leur cohésion. Les évocations des élégances et somptuosités de l'Empire ottoman suscitent des fantasmes d'exotisme chez beaucoup d'Européens, sans relation véritable avec l'expérience quotidienne qu'ils ont de

Turcs issus de l'immigration qu'ils rencontrent dans la rue. Les concerts de musique classique orientale, pour magnifiques qu'ils soient, distancient également des oreilles habituées à des harmonies moins subtiles. Les festivals de films turcs ne jouent pas forcément le rôle totalement bénéfique que certains imaginent ; malgré la qualité remarquable de réalisateurs raffinés comme Nuri Bilge Ceylan, etc., la représentation mythique de drames en Anatolie peut être vue d'une façon primaire par des spectateurs qui regardent au premier degré

les images comme celles de documentaires. (Comme si l'on imaginait la France à travers ses films policiers façon Borsalino !). Des manifestations d'art contemporain, outre le fait qu'elles sont peu

populaires, ne prouvent pas une intégration dans la vie culturelle européenne parce que cet art est à la fois microcosmique et mondialisé dans son essence. En réalité, sans remettre en cause l'utilité de ces directions (car il importe de faire mieux reconnaître l'apport original turc à la culture universelle), c'est la vitalité culturelle de la Turquie, aux dimensions de l'Europe, qui doit impérativement se manifester, de façon que chacun

la situe dans le large panorama européen. Il est intéressant à cet égard de comparer un moment le cas de ces deux puissances eurasiatiques au passé impérial, la Turquie et la Russie : toutes les deux, à partir d'un héritage culturel oriental original, l'ont fait évoluer vers l'Europe au prix d'une rupture marquée, occasion

d'un nouveau départ, la Russie avec Pierre Le Grand, la Turquie avec Kemal Atatürk. Or la Russie, tout en restant aussi l'héritière de Gengis Khan (au moins sur le plan militaire) a pris part au concert culturel européen, notamment grâce à une architecture remarquable (souvent d'origine étrangère), des écrivains et des musiciens de premier plan. Cette insertion lui permet de jouer sur l'ambiguïté de son appartenance européenne.

Dira-t-on que la Turquie ne peut jouer sur le même registre, faute de Dostoïevski ou de Tchaïkovski turcs ? Il est vrai que la rupture entre la République et l'Empire et les réformes linguistiques et de l'alphabet qui s'ensuivirent ont coupé les Turcs des œuvres (à l'occidentale) de leur passé proche, même s'ils les redécouvrent progressivement aujourd'hui par des rééditions en caractère latins (Namık Kemal, Sâmipasazade Sezai, etc.). Il faut certainement diffuser ces œuvres dans des traductions étrangères pour répondre à une grande curiosité. Il faut renforcer la notoriété d'écrivains turcs de grand talent : il n'y pas qu'Orhan Pamuk... De même, il faut valoriser le patrimoine architectural partagé : le baroque turc dont la splendeur de la Nuruosmaniye

est le l'exemple le plus saisissant, le rococo illustré par le faste de Dolmabahçe. Je pense que les turcologues officiels, selon lesquels l'art turc est entré en décadence au XVIIIe siècle à la fin de la période classique, ont fait beaucoup de tort à la Turquie à travers la représentation qu'on se fait d'elle. Un peu comme si des Français prétendaient qu'après Versailles, la France n'a plus rien produit d'intéressant. Venons en aux arts plastiques : là aussi, que d'œuvres à faire connaître comme le font le nouveau Musée d'Art moderne d'Istanbul à Karaköy ou les salles des collections modernes du Musée de Pera dans la tradition d'Osman Hamdi Bey (1842-1910), peintre et fondateur du musée archéologique. Dans ce contexte, la circulation d'œuvres d'art turques doit être organisée dans des expositions en Europe. Quant à la musique, ce qui semble prioritaire, c'est de valoriser toute la création contemporaine sur un large registre ainsi que les interprètes contemporains : les solistes (que l'on pense par exemple à Huseyin Sermet dont la fougue pénétrante donne un nouvel éclairage aux œuvres qu'il joue, à Gülsin Onay et à son



Gülsin Onay

paraît aujourd'hui indispensable.

C'est par la mise en parallèle d'un travail sur tous les axes de perception auxquels elle est exposée que la Turquie réussira son intégration réussie dans l'Europe de demain en dissipant des préjugés extravagants. La dynamique culturelle forme un des volets indispensables, mais il y en a d'autres, dans d'autres dimensions tout aussi importantes, comme l'image du made in Turkey par exemple sur laquelle il y a tout à faire et la notoriété globale du remarquable tissu industriel turc qui est malheureusement inexistante. Le pilotage de ces images par le tourisme, comme cela est souvent fait, se révèle tout à fait contreproductif. Le think-tank et agence de communication Pergame Conseil a beaucoup réfléchi à cette problématique de création d'image et a constaté la disponibilité d'un grand nombre d'énergies, notamment chez des artistes de premier plan. Il reste à organiser ces bonnes volontés dans une synergie puissante et à adopter d'emblée le bon positionnement. Les critères de cohérence et d'excellence en font évidemment partie.

Il y a un personnage mystérieux, peut-être presque aussi important à mes yeux que la femme de Pilate dans les Évangiles, qui revient plusieurs fois dans la Recherche du temps perdu et qui n'a toujours pas jusqu'ici éveillé l'attention des critiques : c'est « la femme de l'ambassadeur de Turquie » dont le narrateur nous rapporte les envois de messages dans les grandes réceptions des Guermentes. Constantinople-Istanbul est d'ailleurs à maintes reprises évoquée par Marcel Proust comme étant l'une des grandes capitales d'Europe. Voilà un bon parrain pour un come back de la Turquie sur la scène de la Culture.

Olivier ADAM

L'objectif sera de modifier la perception de l'image erronée d'une Turquie qui serait loin des standards européens.



Fazil Say

ZUG-ER OFSET

Le maître de l'imprimerie

+90 212 629 03 15 ISTANBUL
info@ucerofset.com

Édith Piaf « La Môme »

« La Môme » est un film émouvant qui retrace la vie d'Édith Piaf où l'intensité dramatique domine tout au long. Il explore par petites touches son enfance, sa jeunesse, ses amies, ses mentors, son caractère en acier trempé, ses dons naturels et son désarroi quand elle réalise que malgré eux il lui reste tout à apprendre, ses tracs et sa joie de chanter...

« La Môme » n'est pas véritablement une biographie, mais un hommage retentissant à ce mythe de la chanson française, oscillant entre ombre et lumière, entre joie et solitude, entre illusion et réalité... Olivier Dahan, le réalisateur, n'a pas emprunté les sentiers battus pour filmer « la Môme ». En révélant les aspects les plus sombres de la vie de l'artiste, il a évité la condescendance et la vie en rose. Les chansons de Piaf rythment

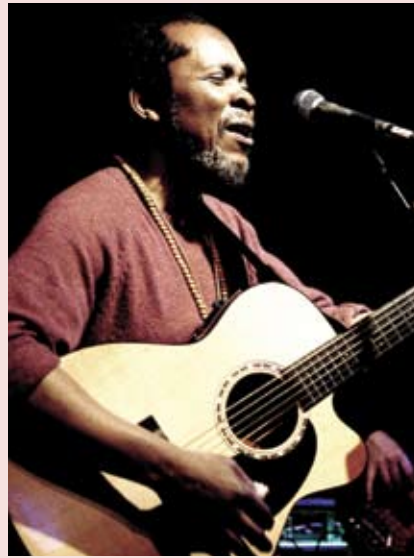


les 2h20 du film, des chansons qui ont un sens et une portée intemporelle (L'Hymne à l'amour, Non, je ne regrette rien, La Foule et bien d'autres), nous transportant dans le temps et les souvenirs.. Cette incroyable chanteuse est magnifiquement ressuscitée par Marion Cotillard qui nous bouleverse tant son interprétation est juste et irrécusable. Sa métamorphose est bluffante, elle est Édith Piaf. Marion Cotillard avait tout pour devenir une grande actrice, mais jamais un rôle à la hauteur de son talent ne lui avait été offert, c'est désormais chose faite. Une interprétation à couper le souffle, bouleversante, teintée d'émotion, de peurs, de souffrance, mais aussi de fantasme et de joie de vivre. Une performance magistrale, du début à la fin, le travail de Cotillard est remarquable aussi bien dans la posture que dans le timbre de voix.

Les critiques sont unanimes, les spectateurs ressortent bouleversés de la salle. Il faut se rendre à l'évidence : Olivier Dahan a gagné son pari et réussit à nous faire partager les angoisses et les innombrables malheurs de cette star. Dans un décor nourri de moult détails, avec des prises de vue et une photographie irréprochables, alternant flash-back et actualité avec justesse, au cœur du vécu. L'ascension de la Môme est ainsi montrée avec un talent certain par Olivier Dahan. Des bas-fonds de la Normandie et de Paris aux paillettes de New York, des rues sordides de Belleville aux scènes les plus prestigieuses de Paris, ce destin hors du commun est rendu définitivement immortel par Dahan.

Babylon

www.babylon-ist.com
Tel: 0 212 292 73 68



Terry Callier
25 et 26 avril à 21h30

Michelle Nicolle Quartet
19 avril à 12h30

Terry Evans&Band
4 avril à 21h30

Ursula Rucker
6 avril à 23h

Exposition « Gizli İşler »



Balkan Naci İslimyeli rassemble toutes ses œuvres connues et méconnues. L'artiste consacre une grande partie de ses œuvres à la cuisine turque qu'on retrouve sur les vêtements qu'il a créés. La rétrospective est exposée du 8 mars au 28 avril 2007 à la Galerie d'Art Kibele au Centre Culturel d'Art İŞ à Levent, İş Kuleleri
Tel : 0 212 316 15 80



Voyage dans le monde de **Marc Chagall**
À la Galerie d'art du Conseil général d'Aix-en-Provence



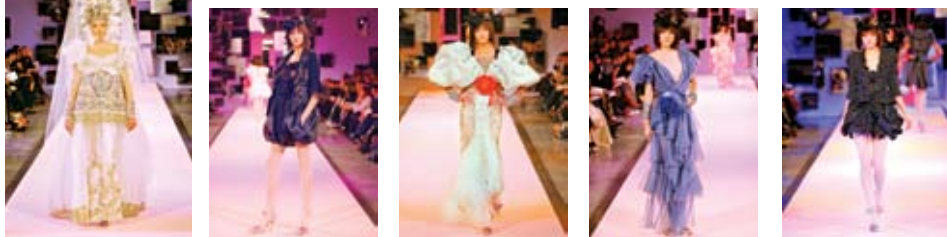
La Salle Pleyel à Paris a accueilli l'espace d'une soirée l'Ensemble vocal byzantin et les **Derviches tourneurs** d'Istanbul.

Cap Istanbul : du 20 mai au 17 juin 2007 le rendez-vous méditerranéen des Figaristes

Après un coup d'essai en 2006 sous le nom de Vakko Odyssée Cannes Istanbul, la grande course en Méditerranée ouverte aux Figaristes a pris du galon. Rebaptisée Cap Istanbul, cette épreuve en double est désormais inscrite au calendrier officiel de la classe Figaro. Si le format et le parcours ont légèrement été révisés par rapport à l'édition 2006, l'esprit reste le même : emmener les équipages d'ouest en est à travers la méditerranée, jusqu'aux portes de l'Orient. Rendez-vous le 20 mai 2007 à Marseille pour 1520 milles de course. Les coureurs seront deux équipiers à bord, sur un tracé qui alliera le charme et les difficultés de la course côtière et de la course au large, dans un environnement chargé d'histoire. Quatre étapes sont prévues au programme pour un classement qui s'effectuera sur un cumul des temps à destination d'Istanbul en passant par les côtes sardes, siciliennes, les mers Ionienne, Egée et le détroit des Dardanelles... Tout un programme auquel une trentaine d'équipages a déjà adhéré.



Collection Printemps-Été 2007: Christian Lacroix



Fatma Ürekli L'entraide américaine et ottomane pendant les catastrophes de 1889-1894



Éditions Doğu Kütüphanesi, Istanbul 2007 Cette recherche relate l'entraide américano-ottomane lors des catastrophes de l'époque et qui n'avait jamais été dévoilée jusqu'à ce jour. Vous pouvez retrouver dans cette œuvre des photocopies de documents et des photos qui ont été préparées grâce

à l'aide des archives ottomanes du Conseil des ministres et des journaux de l'époque. Ce livre souligne la tournure amicale des relations américano-ottomanes qui se sont améliorées grâce à ces catastrophes naturelles et aux entraides bilatérales. Au XIX^e siècle et malgré des relations qui semblaient assez fragiles, ces deux pays avaient réussi à entretenir cette amitié.



Magnum à Istanbul Modern

Le Musée d'art moderne d'Istanbul accueille ces jours-ci et jusqu'au 20 mai 2007 l'exposition de photos de l'agence de photographie la plus prestigieuse au monde, Magnum Photos. 16 photographes de l'agence Magnum exposent leurs clichés pris en Turquie. Les périodes vont de 1940 à nos jours et l'on retrouve parmi eux les photos de Robert Capa, Erich Lessing, Gilles Peres, Nikos Economopoulos, Harry Gruyaert mais aussi les photos d'Istanbul du fameux photographe Ara Güler.



www.ekolgrup.com.tr
Tel : 0 216 412 67 18



ULUDAĞ[®]
GAZOSU



www.uludaggazoz.com.tr

Efsane Gazoz Efsane Şişesinde



Le modèle social européen et la mondialisation

Brillant économiste, l'ancien ministre turc de l'Économie Kemal Dervis travaille actuellement au sein de l'ONU. Il nous parle de l'Europe et de ses défis face à la mondialisation mais également de l'économie turque.



Mireille Sadège Kemal Dervis

Vous venez de prendre part au débat :

« Quel modèle économique et social pour l'Europe ? » Pouvez-vous nous résumer vos propos à ce sujet ? La mondialisation impose-t-elle une meilleure coordination des politiques économiques européennes ?

Ce qui est important est le degré de socialisation du risque. On peut socialiser le risque de façon différente mais je pense qu'il est juste de souligner que des pays comme la Finlande, le Danemark ou la Suède socialisent beaucoup de risques, beaucoup plus que les États-Unis, mais avec des résultats et des performances économiques d'emploi et de croissance qui sont égaux à celles des États-Unis. Donc il y a une manière de socialiser le risque à l'européenne qui peut être compatible avec de bonnes performances économiques.

Concernant la mondialisation, il est important de souligner que, dans les années 60, la

part de la croissance mondiale provenant des pays émergents était de 15 %. Aujourd'hui, ce pourcentage est passé à 35, voire 37 %. Et tous les indicateurs montrent que cette part sera de 50 % d'ici 2020. Donc, la moitié de la croissance mondiale proviendra des pays émergents et il faut désormais regarder le monde entier, nous ne pouvons plus nous contenter, lorsque nous parlons de l'Europe, de la comparer juste aux États-Unis. Des changements structurels profonds sont déjà là en Chine, en Inde, en Asie du Sud-Est et dans une partie de l'Amérique latine.

Pour l'emploi, rappelons qu'environ 20 % des emplois se trouvent dans l'industrie dans les pays riches, 5 % dans l'agriculture et 75% dans les services. Or, jusqu'à maintenant, les services étaient des biens non échangeables; autrement dit, on ne pouvait ni importer

ni exporter les services, évidemment une grande partie resteront toujours non échangeables car on ne pourra pas aller chez le coiffeur en Inde par exemple. Mais, selon les recherches conduites par des économistes américains, avec l'explosion des nouvelles technologies, un tiers des services deviendront échangeables. Par exemple, à côté des call centers (centres d'appels) qui existent déjà, des services comme la radiologie ou les analyses médicales seront échangeables. Ainsi, l'espace échangeable va passer de 20 à 40, voire 50 % du PIB. Ces transformations seront très difficiles à gérer au niveau mondial et les pressions sur les emplois et les salaires vont augmenter considérablement en raison du changement des technologies dans les services. Ainsi, les débats sur les délocalisations et la mondialisation vont croître et ce problème va encore perdurer.

Que pourra faire l'Europe face à la mondialisation ?

Deux choses sont à souligner : d'abord l'Europe doit relever le défi de la mondialisation et ne pas l'ignorer, car l'histoire ne peut aller à rebours. Des avancées technologiques et de grandes restructurations vont avoir lieu. Il faut réagir, arriver à gérer et à maîtriser la mondialisation au profit des femmes et des hommes. Il faut que l'Europe développe des

(lire la suite page 2)

Neuromarketing : un outil pour mieux comprendre le processus instinctif guidant la décision d'achat



Muhittin Karabulut

Les décisions prises par l'être humain naissent sous l'influence de facteurs complexes comme les sentiments contradictoires qui changent sans cesse, les facteurs sociaux et l'incertitude. L'humain est fait de doutes, de surprises, il est alors complexe à comprendre. Il semble que le neuromarketing ne veuille pas se contenter de deviner les habitudes de consommation des individus, et qu'il va nous aider à comprendre les changements

dans leurs préférences. En prenant en compte tout cela, cette méthode qui « lit dans les pensées » fonctionnera-t-elle vraiment ? C'est la question que nous avons posée au professeur Muhittin Karabulut.

Dans le processus aboutissant à la décision d'achat d'un consommateur, il existe plusieurs étapes : la prise de conscience, l'évaluation, l'information, l'essai et enfin la décision d'acheter. Il est important de connaître le stade auquel se trouve le consommateur. Le « neuromarketing » essaie de comprendre et de contrôler le processus instinctif guidant la décision du choix de produits et de marques des consommateurs-cibles.

On n'a toujours pas réussi à déchiffrer « la boîte noire » du comportement des consommateurs concernant le processus de la prise de décision. Initialement, l'EEG (électroencéphalographie) servait à trouver la solution de certains problèmes neurolo-

giques. Aujourd'hui, nous avons dépassé et approfondi les lignes principales déterminées par l'EEG et l'on peut voir grâce aux effets neuromagnétiques comment chacun des centres de décision les plus importants du cerveau est influencé par les facteurs externes. Cependant la question n'est pas « Comment ? » mais « Pourquoi ? »

En partant de tests qui montrent les centres de base du cerveau comme la planification, le jugement, les sentiments..., la recherche pilote essaie d'élargir les spéculations afin de remplacer les recherches classiques du marketing par les « recherches de neuromarketing ». On s'appuie sur la thèse qu'en partant des résultats de cette recherche pilote, les choix et attitudes des consommateurs et même des électeurs pourront être devinés. Comme nous le savons, les recherches traditionnelles de marketing essaient de définir les caractéristiques des facteurs sociocultu-

(lire la suite page 3)

Victoire de Zorlu Immobilier



dans l'appel d'offres d'un terrain à Istanbul, Zincirlikuyu, en surclassant son rival, le Prince El Maktum de Dubaï, qui

avait participé à l'appel avec deux entreprises. Le prix que Zorlu est prêt à payer est de 800 millions de dollars. Ce prix, astronomique pour un terrain dont le mètre carré revient à 8 290 dollars, est un record dans le monde immobilier et place la ville d'Istanbul parmi les villes les plus prisées du secteur foncier.

Olives

37 pays du monde se partagent la production d'olives.



86 % des olives se produisent dans les pays méditerranéens ; l'Espagne 26 %, l'Italie 23 %, la Grèce 15 %, la Turquie 9 %.

La Turquie est le 4e producteur d'olives.

(lire la suite page 4)

Cola Turka

La marque de soda Cola Turka d'Ulker a connu une croissance de 52 % sur le marché du cola depuis son entrée en 2003. Cola Turka est la marque nationale qui a pris la deuxième place sur le marché du cola.

Vol Istanbul/Marseille



La chambre de commerce franco-turque lance une pétition pour la création d'une ligne aérienne Marseille

Istanbul. Il suffit d'envoyer un courriel à avion@cci-france-turquie.com

Que vous veniez de Turquie ou de la région sud de la France, envoyez un simple courriel et faites circuler l'information. Des affichettes, sont disponibles à la CCFT.

Peugeot



qui a perdu des parts de marché l'année dernière, compte se rattraper en 2008 avec la

nouvelle Minicargo dont Tofaş assurera la production. Frédéric Saint-Geours, directeur de Peugeot, a déclaré : « Nous allons nous accroître en 2007 avec de tout nouveaux modèles. »

ADSL

Les TT (Télécoms Turcs) prévoient une baisse de 55 % des prix de l'ADSL à partir du 1er avril lors d'installation. Paul Doany, directeur du Comité de direction, a déclaré que malgré cette baisse de prix, ils prévoyaient une augmentation de leur CA d'environ 400 à 500 millions de YTL en 2007.

Le secteur maritime en Turquie



En Turquie, 80 touristes sur 100 viennent visiter le pays pour la mer et les côtes, la Turquie possédant un littoral de 8 300 kilomètres qui part de Hopa et va jusqu'à Iskenderun-Hatay. Tout le monde sait que le pays peut atteindre une importante prospérité en se focalisant sur le secteur maritime mais l'activité maritime n'a jamais été acceptée comme faisant partie de la politique de l'État et n'a pas été vue comme un secteur d'avenir car la Turquie a longtemps eu une mauvaise politique des transports. L'évolution de ce secteur s'était ralentie à cause des obstacles créés par l'État mais cela a profondément changé ces dernières années et la Turquie a fait la paix avec ses mers.